

Plaine centrale du val de marne

Mission locale

Alfortville

Bonneuil-sur-Marne

Créteil

Limeil-Brévannes



.....

Rapport d'activité

2010

Compte rendu de l'activité de
la Mission Locale de la Plaine
Centrale du Val de Marne

Association pour l'insertion et
la formation professionnelle
des jeunes de 16 à 25 ans



www.missionlocale-plainecentrale.fr

Retrouvez un exemplaire de ce rapport d'activité en ligne sur notre site internet

Sommaire



Présentation de la structure.....	5
Le public reçu	9
Nouveaux outils de communication	41
L'Emploi.....	43
Les dispositifs d'accompagnement.....	51
Le logement.....	65
Portraits de jeunes.....	79



Présentation de la structure

1. Identification de la structure

L'AIFP Mission Locale de la Plaine Centrale du Val de Marne est une association loi 1901, dont le siège se trouve au 7, esplanade des Abymes – 94000 Créteil. Créée le 16/09/1983 elle recouvre 4 communes : Alfortville, Créteil, Bonneuil-sur-Marne et Limeil-Brévannes.

La Mission Locale

Mission Locale de la Plaine Centrale du Val de Marne

7, esplanade des Abymes
94000 Créteil

Tél : 01 43 99 28 00

Fax : 01 49 80 56 41

www.missionlocale-plainecentrale.fr

Nombre de communes sur le territoire : 4

Nombre d'habitants sur la zone : 151 552

Statut juridique

La mission Locale est une association loi 1901 créée le 16 septembre 1983

Présidente

Mme Danièle Cornet

Directrice

Mme Evelyne Barbier

Lieux d'accueil du public

Alfortville



51, rue Marcel Bourdarias
94140 Alfortville

Tél : 01 43 53 35 96

Fax : 01 43 78 23 46

Bonneuil-sur-Marne



30, rue du Colonel Fabien
94380 Bonneuil-sur-Marne

Tél : 01 56 71 16 90

Fax : 01 43 39 78 60

Créteil



7, esplanade des Abymes
94000 Créteil

Tél : 01 43 99 28 00

Fax : 01 49 80 56 41

Limeil-Brévannes



22, rue Gutenberg
94450 Limeil-Brévannes

Tél : 01 45 10 77 77

Fax : 01 45 69 96 81

2. La Mission Locale et ses professionnels

* Créteil - Siège

Direction de la Mission Locale

Evelyne Barbier

Directrice

Frédéric Séné

Directeur adjoint

Conseillers en Insertion sociale et professionnelle

Béatrice Argis

Conseillère

Catherine Gestin

Conseillère – référente handicap

Hervé Houdas

Conseiller – référent justice

Hughes Jeangerard

Conseiller – référent POP

Claudine Pouliquen

Conseillère – référente PLIE

Evelyne Poumeyrol

Conseillère – référente formation

Elise Favennec

Conseillère - référente POP

Céline Pressard

Conseillère - référente formation

Service Emploi

Florence Cadieu

Chargée des relations entreprise

Michel Louvet

Conseiller service emploi

Armelle Flageul

Chargée de projet Pôle Emploi

Ismahane Guetari

Conseillère emploi

Secrétariat Accueil Administration

Cécile Boisseau

Secrétaire Comptable

Sephora Bullet

Chargée d'accueil - secrétariat

Documentation Communication Informatique

Patrick Da Silva

Chargé des systèmes d'information et de la communication

Une équipe pluridisciplinaire de 32 professionnels au service de l'insertion professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans.

* Antenne d'Alfortville

Sophie Wagret

Conseillère – responsable d'antenne

Jean-François Langlois

Conseiller

Pascale Brion

Conseillère

Marie-José Garcia-Fuentes

Conseillère

Stéphanie Debruyne

Chargée d'accueil - secrétariat

* Antenne de Bonneuil-sur-Marne

Patrick Chevillard

Conseiller – responsable d'antenne

Lynda Ahras

Conseillère

Fatima Ferrah

Chargée d'accueil - secrétariat

* Antenne de Limeil-Brévannes

Marie-Laure Placide

Conseillère – responsable d'antenne

Hamine Messabih

Conseiller

* Service Logement CLLAJ

Aurélie Bertrand

Accompagnement social lié au logement

Jacky Theveneau

Accompagnement social lié au logement

Marie Audoin

Conseillère logement

Christelle Manteaux

Conseillère logement

Agnès Soppelsa

Accompagnement social lié au logement



Le public reçu

1. Éléments de synthèse

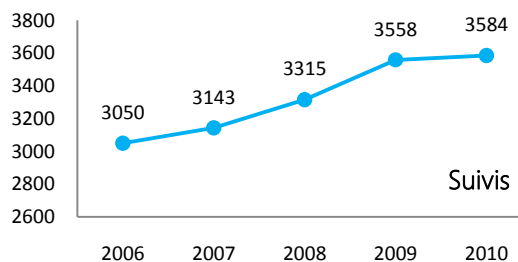
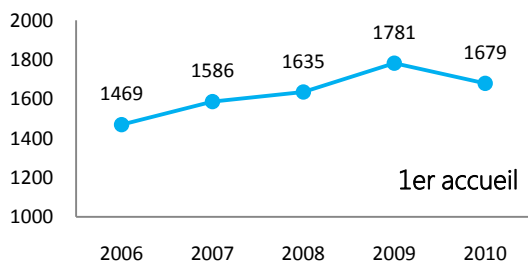
Accueil du public

1 ^{er} accueil	2008	2009	2010
Alfortville	415	477	381
Bonneuil sur Marne	204	220	207
Créteil	822	875	868
Limeil-Brévannes	194	209	223
Plaine Centrale	1635	1781	1679

- 5,7 % de premiers accueils

Suivis	2008	2009	2010
Alfortville	749	873	888
Bonneuil sur Marne	415	466	460
Créteil	1732	1793	1775
Limeil-Brévannes	419	426	461
Plaine Centrale	3315	3558	3584

+ 0,7 % de suivis



L'exercice 2010 présente une baisse du public primo-accueilli de 5,7% soit 102 jeunes. Cette diminution concerne plus particulièrement l'antenne d'Alfortville (-96 jeunes). En ce qui concerne les jeunes gens suivis, on observe sur l'ensemble du territoire une légère augmentation de 0,7% avec des variations de -1,29% à +1,72% pour Alfortville, Bonneuil-sur-Marne, Créteil et une hausse de 8,2% à Limeil-Brévannes.

Entrées en situation

Plaine Centrale VDM	2009	2010	%
Entrées en Emploi	1056	1308	+27,8%
Entrées en Emploi aidé*	88	121	-10,2%
Entrées en Alternance*	143	100	-30,0%
Entrées en Formation	535	551	+3,0%
Total de situations	1822	2080	+14,1%

Entrées en situation par antenne

Alfortville	2009	2010	%	Bonneuil-sur-Marne	2009	2010	%
Entrées en Emploi	341	339	-0,6%	Entrées en Emploi	147	316	+114,9%
Entrées en Emploi aidé*	10	16	+60,0%	Entrées en Emploi aidé*	11	17	+54,5%
Entrées en Alternance*	45	30	-33,3%	Entrées en Alternance	14	14	-
Entrées en Formation	142	164	+15,5%	Entrées en Formation	76	85	+11,8%
Total de situations	538	549	+2,0%	Total de situations	248	432	+74,1%

Créteil	2009	2010	%	Limeil-Brévannes	2009	2010	%
Entrées en Emploi	454	453	-0,2%	Entrées en Emploi	114	200	+75,4%
Entrées en Emploi aidé*	38	59	+55,2%	Entrées en Emploi aidé*	29	29	-
Entrées en Alternance*	67	42	-37,3%	Entrées en Alternance	17	14	-17,6%
Entrées en Formation	242	238	-1,6%	Entrées en Formation	75	64	-14,6%
Total de situations	801	792	-1,1%	Total de situations	235	307	+30,6%

* entrées en emploi aidé (CAE, contrats d'insertion, CIE)

* entrées en alternance (Apprentissage, professionnalisation)

Le nombre total d'entrées en situation augmente très significativement (+258 situations) et notamment sur l'emploi (+285 entrées en emploi y compris aidés). Cette hausse concerne l'ensemble du territoire avec cependant des écarts importants entre les villes puisque les pourcentages varient de +1,1% à +110%.

Si l'on rapporte le nombre d'entrées en situation au nombre de jeunes concernés on obtient le tableau suivant.

Nombre de jeunes ayant bénéficié d'une entrée en situation.	2009	2010	évolution
★ Plaine Centrale	1406 jeunes	1478 jeunes	+5,1%
★ Alfortville	400 jeunes	401 jeunes	+0,2%
★ Bonneuil-sur-Marne	175 jeunes	204 jeunes	+16,5%
★ Créteil	655 jeunes	656 jeunes	+0,1%
★ Limeil-Brévannes	176 jeunes	217 jeunes	+23,3%

En 2010, ce sont 1478 jeunes sur 3584 jeunes suivis qui ont été concernés par une ou plusieurs entrées en situation soit 41,2%.

ML Plaine Centrale

1. Plaine Centrale [premiers accueils 2010]

a. répartition par sexe, tranche d'âge et niveau

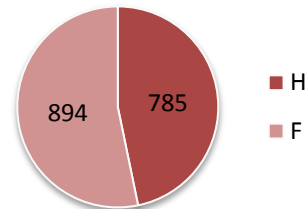
1679 jeunes primo accueillis en 2010

785 hommes

47% d'hommes
851 en 2009

894 femmes

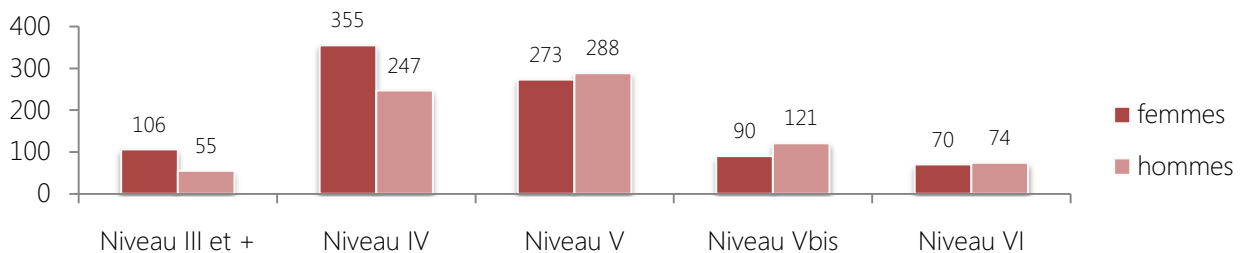
53% de femmes
930 en 2009



	16-17 ans	18-21 ans	22-25 ans	Total
femmes	94	469	331	894
hommes	86	420	279	785
Total	180	889	610	1679

L'exercice 2010 présente une baisse du public primo-accueilli de -5,7% soit 102 jeunes. 96 d'entre eux relèvent du site d'Alfortville.

	Niveau III et +	Niveau IV	Niveau V	Niveau Vbis	Niveau VI	Total
femmes	106	355	273	90	70	894
hommes	55	247	288	121	74	785
Total	161	602	561	211	144	1679



En termes de niveau, les niveaux V et infra V représentent, comme en 2009, 54,6% du public. La baisse observée touche plus particulièrement les niveaux IV (-66 jeunes), V (-30 jeunes) et Vbis (-42 jeunes). Cette diminution est principalement imputable à l'évolution Alfortvillaise.

2. Plaine Centrale [jeunes suivis 2010]

a. répartition par sexe, tranche d'âge et niveau

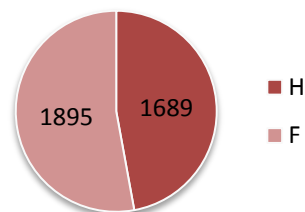
3584 jeunes suivis en 2010

1689 hommes

47% d'hommes
1724 en 2009

1895 femmes

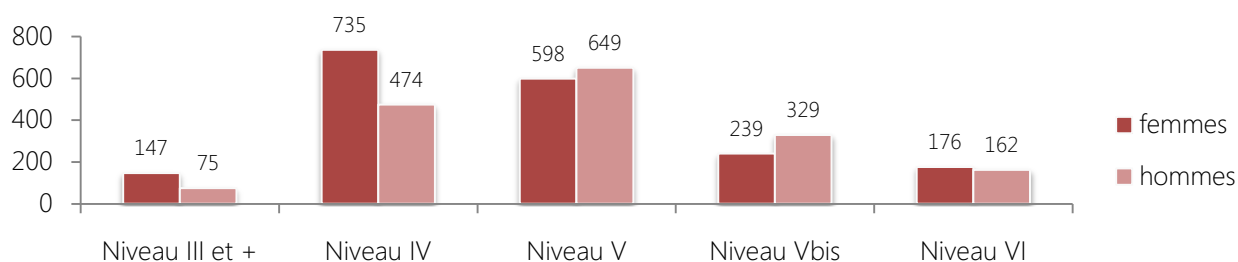
53% de femmes
1834 en 2009



	16-17 ans	18-21 ans	22-25 ans	26 ans et +	Total
femmes	61	791	935	108	1895
hommes	79	761	786	63	1689
Total	140	1552	1721	171	3584

Le nombre de jeunes suivis est stable (+26 jeunes). On peut simplement noter une baisse du public mineur (-10%).

	Niveau III et +	Niveau IV	Niveau V	Niveau Vbis	Niveau VI	Total
femmes	147	735	598	239	176	1895
hommes	75	474	649	329	162	1689
Total	222	1209	1247	568	338	3584



Les niveaux V et infra V représentent 60% du public (2153 jeunes) dont 42% de niveaux VI et Vbis (906 jeunes).

3. Plaine Centrale [Public en zone prioritaire]

a. Analyse des jeunes primo relevant d'une zone prioritaire

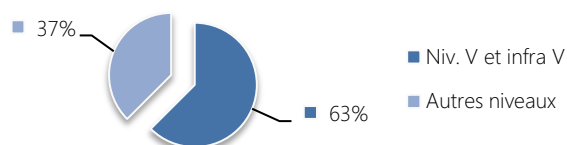
ZUS	16-17 ans	18-21 ans	22-25 ans	Total ZUS	Rappel global
femmes	51	151	94	296	894
hommes	46	140	73	259	785
Total	97	291	168	555	1679

ZUS	Niveau III et +	Niveau IV	Niveau V	Niveau Vbis	Niveau VI	Total
femmes	21	108	104	42	21	296
hommes	10	69	111	44	25	259
Total	31	177	215	86	46	555

Les jeunes gens relevant de ZUS représentent 33% du public accueilli en 1^{er} accueil sur l'ensemble du territoire de la Plaine Centrale.

Leur part relative à l'ensemble du public primo-accueilli a baissé de 3% par rapport à 2009 (36% en 2009). La baisse porte essentiellement sur les niveaux IV et touche toutes les tranches d'âge à l'exception des mineurs (+10%)

Les niveaux V et infra V représentent 63% du public relevant de ZUS. En 2009, ils représentaient 57,4%.



b. Analyse des jeunes suivis relevant d'une zone prioritaire

ZUS	16-17 ans	18-21 ans	22-25 ans	26 ans et+	Total ZUS	Total ML
femmes	34	310	319	40	703	1895
hommes	46	297	289	22	654	1689
Total	80	607	608	62	1357	3584

ZUS	Niveau III et +	Niveau IV	Niveau V	Niveau Vbis	Niveau VI	Total
femmes	34	261	240	102	66	703
hommes	17	178	261	136	62	654
Total	51	439	501	238	128	1357

Les jeunes gens relevant de ZUS représentent 37,9% de l'ensemble du public suivi sur le territoire de la Plaine Centrale.

Les niveaux V et infra V représentent 63,9%. La baisse constatée de -3% impacte les jeunes gens âgés de 18 à 21 ans et plus particulièrement les niveaux IV.

4. Plaine Centrale [Entrées en situation]

2080 entrées en situation 1476 jeunes

Emploi

	2009	2010	%	Dont ZUS
CDI	322	330	+2,5%	123
CDD / Intérim	734	979	+33,3%	425
CAE	47	76	+59,5%	25
CIE	9	2	-77,7%	1
Entr. Insertion / Ass. Inter.	32	42	+31,2%	19
Total	1144	1429	+24,9%	593

1034 jeunes sont concernés par les entrées en emploi dont 54,4% de jeunes femmes.

41,5% des entrées en situation concernent des jeunes relevant de ZUS

On constate une stagnation des CDI et une très forte reprise des CDD /intérim qui dépasse les résultats 2008 : pour mémoire 877 en 2008, 734 en 2009 pour 979 en 2010

Formation

	2009	2010	%	Dont ZUS
Formation Conseil Régional	431	417	-3,2%	179
CAF	33	41	+24,2%	16
Autres formations	71	93	+30,9%	31
Total	535	551	+2,9%	226

80,5% des mesures concernent des formations du Conseil Régional. 505 jeunes sont entrés en formation dont 50,9% de femmes.

41% des entrées en formation concernent des jeunes relevant de ZUS

Alternance

	2009	2010	%	Dont ZUS
Contrat d'apprentissage	58	40	-31,0%	19
Contrat de professionnalisation	83	60	-27,7%	24
Total	143	100	-30,0%	43

100 jeunes ont signé un contrat en alternance dont 49% de jeunes femmes

43% des contrats en alternance concernent des jeunes relevant de ZUS

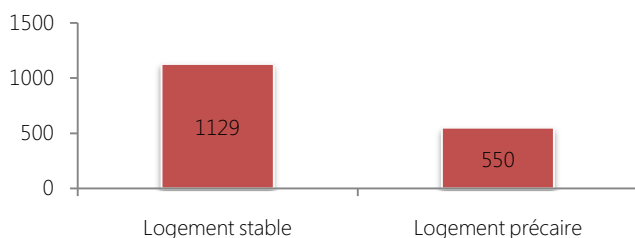
5. Orientation des jeunes vers la Mission Locale

Origine des orientations par les partenaires pour les 1679 jeunes reçus pour la première fois en 2010

* Pôle Emploi	417 jeunes	24,8%
* Amis	322 jeunes	19,2%
* Famille	312 jeunes	18,6%
* Démarche personnelle	280 jeunes	16,7%
* Associations	62 jeunes	3,7%
<hr/>		
* Autres partenaires	286 jeunes	17,0%

6. Problématique logement

Problématiques d'hébergement pour les 1679 jeunes reçus pour la première fois en 2010



67,2%

des jeunes sont en logement stable lors de leur premier accueil à la Mission Locale

32,8%

des jeunes sont en logement précaire lors de leur premier accueil à la Mission Locale

Logement stable

	Nb de jeunes	pourcentage*
Hébergé par parents	916	54,6%
Logement autonome	213	12,7%
Total	1129	67,2%

* pourcentage sur l'ensemble du public accueilli

Logement précaire

	Nb de jeunes	pourcentage*
Hébergé par famille	267	15,9%
Hébergé par amis	146	8,7%
Autre	60	3,6%
Autres foyers	26	1,5%
Foyer FJT	20	1,2%
Hôtel	14	0,8%
Sans hébergement	6	0,4%
CHRS	10	0,6%
Hébergement nomade	1	0,1%
Total	550	32,8%

* pourcentage sur l'ensemble du public accueilli

Alfortville

1. Alfortville [premiers accueils 2010]

a. répartition par sexe, tranche d'âge et niveau

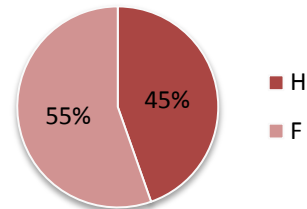
381 jeunes primo accueillis

170 hommes

45% d'hommes
219 en 2009

211 femmes

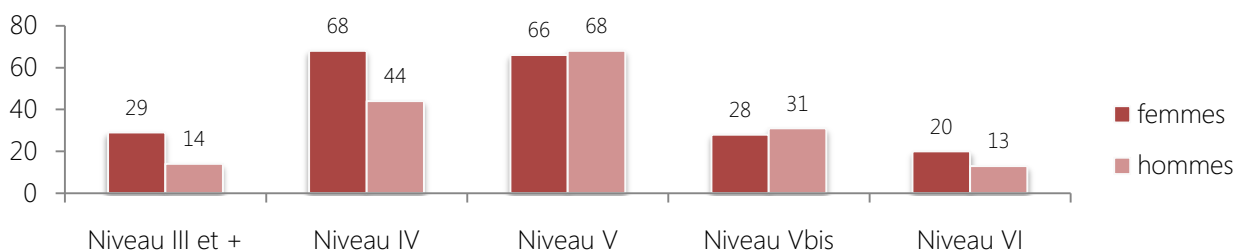
55% de femmes
258 en 2009



	16-17 ans	18-21 ans	22-25 ans	Total
femmes	18	110	83	211
hommes	24	88	58	170
Total	42	198	141	381

L'exercice 2010 présente une baisse du public primo-accueilli de 20,1% soit - 96 jeunes. Les 22-25 ans sont nettement sur-représentés dans ces 96 jeunes, ce qu'il faut mettre en corrélation avec la baisse très importante (- 45%) des jeunes orientés vers la Mission Locale par Pôle Emploi.

	Niveau III et +	Niveau IV	Niveau V	Niveau Vbis	Niveau VI	Total
femmes	29	68	66	28	20	211
hommes	14	44	68	31	13	170
Total	43	112	134	59	33	381



2. Alfortville [jeunes suivis 2010]

a. répartition par sexe, tranche d'âge et niveau

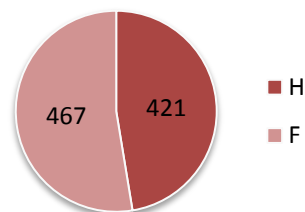
888 jeunes suivis en 2010

421 hommes

48% d'hommes
429 en 2009

467 femmes

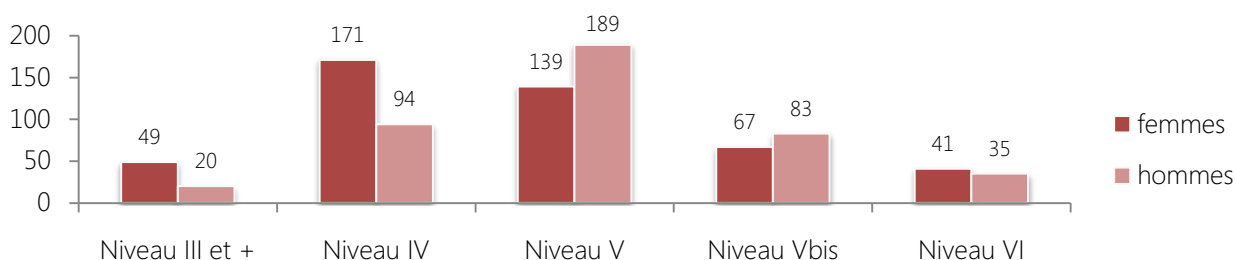
52% de femmes
444 en 2009



	16-17 ans	18-21 ans	22-25 ans	26 ans et +	Total
femmes	12	191	232	32	467
hommes	22	188	194	17	421
Total	34	426	426	49	888

L'exercice 2010 présente une hausse du public suivi de 1,7% soit 15 jeunes.

	Niveau III et +	Niveau IV	Niveau V	Niveau Vbis	Niveau VI	Total
femmes	49	171	139	67	41	467
hommes	20	94	189	83	35	421
Total	69	265	328	150	76	888



3. Alfortville [Entrées en situation]

549 entrées en situation 401 jeunes

Emploi

	2009	2010	%	Dont ZUS
CDI	115	114	-0,8%	40
CDD / Intérim	226	224	-0,8%	81
CAE	6	6	-	2
CIE	2	1	-50%	-
Entr. Insertion / Ass. Inter.	2	10	+400%	4
Total	351	355	+1,1%	127

273 jeunes concernés dont 53% de femmes

35,7% des situations concernent des jeunes relevant de ZUS

Formation

	2009	2010	%	Dont ZUS
Formation Conseil Régional	116	131	+12,9%	48
CAF	6	12	+100%	7
Autres formations	20	21	+5,0%	9
Total	142	164	+15,5%	64

149 jeunes concernés dont 54,4% de femmes

39% des Entrées en formation concernent des jeunes relevant de ZUS

Alternance

	2009	2010	%	Dont ZUS
Contrat d'apprentissage	22	13	-41,0%	7
Contrat de professionnalisation	23	17	-26,1%	4
Total	45	30	-33,3%	11

Les entrées en alternance concernent 46,7% de jeunes femmes

36,6% des contrats en alternance concernent des jeunes relevant de ZUS

4. Orientation des jeunes vers l'antenne

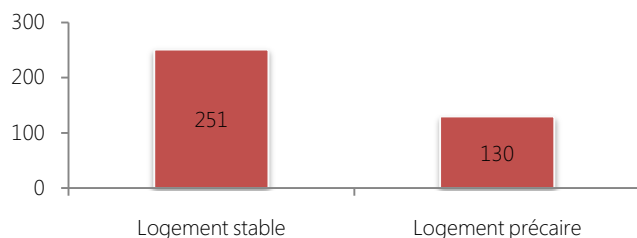
Origine des orientations par les partenaires pour les 381 jeunes reçus pour la première fois en 2010

* Pôle Emploi	120 jeunes	31,5%
* Amis	71 jeunes	18,6%
* Démarche personnelle	71 jeunes	18,6%
* Famille	51 jeunes	13,4%
* Centre de formation	14 jeunes	3,7%
<hr/>		
* Autres partenaires	54 jeunes	14,2%

L'orientation des jeunes de Pôle Emploi vers la Mission Locale connaît une baisse importante de -45% soit 98 jeunes par rapport à 2009.

5. Problématique logement

Problématiques d'hébergement pour les 381 jeunes reçus pour la première fois en 2010



65,9% des jeunes sont en logement stable lors de leur premier accueil sur l'antenne d'Alfortville

34,1% des jeunes sont en logement précaire lors de leur premier accueil sur l'antenne d'Alfortville

Logement stable

Logement précaire

	Nb de jeunes	pourcentage*
Hébergé par parents	185	48,5%
Logement autonome	66	17,3%
Total	251	65,9%

* pourcentage sur l'ensemble du public accueilli

	Nb de jeunes	pourcentage*
Hébergé par famille	69	18,1%
Hébergé par amis	39	10,2%
Autre	13	3,4%
Autres foyers	1	0,3%
Foyer FJT	-	-
Hôtel	5	1,3%
Sans hébergement	3	0,8%
CHRS	0	-
Hébergement nomade	0	-
Total	130	34,1%

* pourcentage sur l'ensemble du public accueilli

* Observations

Premiers accueils 2010 - p17

La diminution des jeunes primos accueillis concerne la classe d'âge des 22-25 ans et plus spécifiquement les niveaux IV (-32%). Les niveaux V et infra V représentent 59,3% du public.

Suivis 2010 – p18

On constate une stabilité quant à la répartition des publics tant en termes de classe d'âge que de niveaux. Les publics de niveau V et infra V représentent 62,4% du public suivi.

Entrées en Situation – p19

Ce sont 401 jeunes, en 2010, qui ont bénéficié d'une entrée en situation soit 45% du public suivi. Le niveau d'activité de l'antenne d'Alfortville est identique à l'exercice 2009.

Bonneuil-sur-Marne

1. Bonneuil-sur-Marne [premiers accueils 2010]

a. répartition par sexe, tranche d'âge et niveau

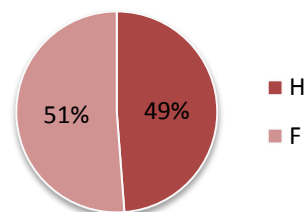
207 jeunes primo accueillis

101 hommes

49% d'hommes
108 en 2009

106 femmes

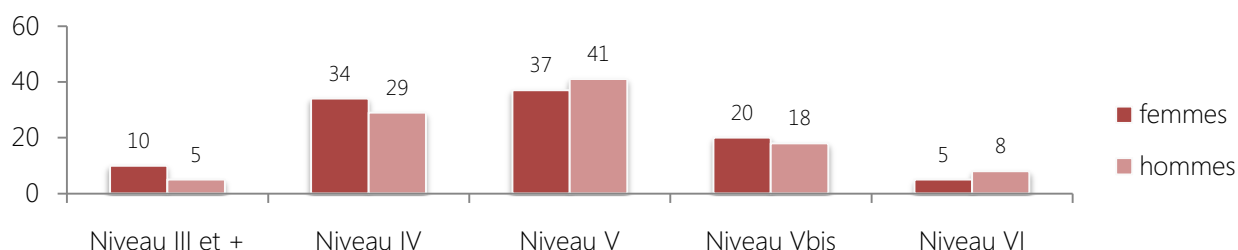
51% de femmes
112 en 2009



	16-17 ans	18-21 ans	22-25 ans	Total
femmes	23	52	31	106
hommes	12	55	34	101
Total	35	107	65	207

L'exercice 2010 présente une baisse du public primo-accueilli de 5,9% soit 13 jeunes.

	Niveau III et +	Niveau IV	Niveau V	Niveau Vbis	Niveau VI	Total
femmes	10	34	37	20	5	106
hommes	5	29	41	18	8	101
Total	15	63	78	38	13	207



2. Bonneuil-sur-Marne [jeunes suivis 2010]

a. répartition par sexe, tranche d'âge et niveau

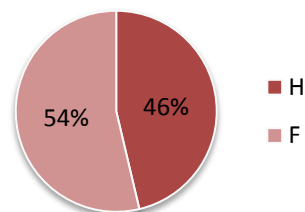
460 jeunes suivis en 2010

213 hommes

46% d'hommes
220 en 2009

247 femmes

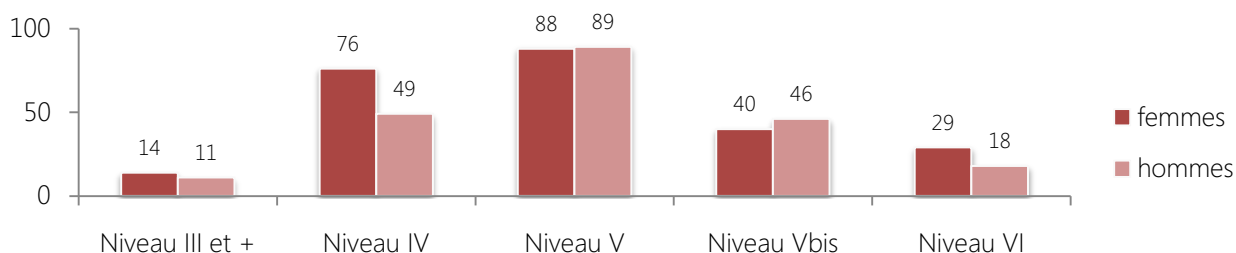
54% de femmes
246 en 2009



	16-17 ans	18-21 ans	22-25 ans	26 ans et +	Total
femmes	15	104	113	15	247
hommes	15	88	99	11	213
Total	30	192	212	26	460

L'exercice 2010 présente une baisse du public suivi de 1,3% soit 6 jeunes.

	Niveau III et +	Niveau IV	Niveau V	Niveau Vbis	Niveau VI	Total
femmes	14	76	88	40	29	247
hommes	11	49	89	46	18	213
Total	25	125	177	86	47	460



3. Bonneuil-sur-Marne [Entrées en mesures]

432 entrées en situation 204 jeunes

Emploi

	2009	2010	%	Dont ZUS
CDI	29	40	+37,9%	24
CDD / Intérim	118	276	+133,9%	198
CAE	11	15	+36,3%	9
CIE	-	1	+100%	1
Entr. Insertion / Ass. Inter.	-	1	+100%	1
Total	158	333	+110,7%	232

146 jeunes ont trouvé une solution liée à l'emploi dont 57,5% de jeunes femmes

69,6% des situations concernent des jeunes relevant de ZUS

Formation

	2009	2010	%	Dont ZUS
Formation Conseil Régional	69	74	+7,2	54
CAF	-	-	-	-
Autres formations	7	11	+57,1%	6
Total	76	85	+11,8%	60

76 jeunes sont entrés en formation dont 62% de jeunes femmes

70,6% des entrées en formation concernent des jeunes relevant de ZUS

Alternance

	2009	2010	%	Dont ZUS
Contrat d'apprentissage	9	6	-33,3%	4
Contrat de professionnalisation	5	8	+60,0%	5
Total	14	14	-	9

Sur les 14 jeunes entrés en alternance, 8 sont des jeunes femmes

64,3% des contrats en alternance concernent des jeunes relevant de ZUS

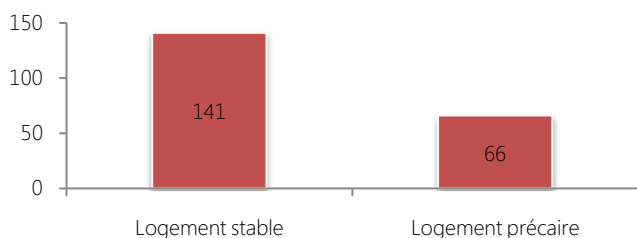
4. Orientation des jeunes vers l'antenne

Origine des orientations par les partenaires pour les 207 jeunes reçus pour la première fois en 2010

* Famille	51 jeunes	24,6%
* Pôle Emploi	44 jeunes	21,2%
* Amis	32 jeunes	15,4%
* Démarche personnelle	28 jeunes	13,5%
* Collectivité locale	12 jeunes	5,8%
<hr/>		
* Autres partenaires	40 jeunes	19,3%

5. Problématique logement

Problématiques d'hébergement pour les 207 jeunes reçus pour la première fois en 2010



68,1%

des jeunes sont en logement stable lors de leur premier accueil sur l'antenne de Bonneuil-sur-Marne

31,9%

des jeunes sont en logement précaire lors de leur premier accueil sur l'antenne de Bonneuil-sur-Marne

Logement stable

	Nb de jeunes	pourcentage*
Hébergé par parents	124	59,9%
Logement autonome	17	8,2%
Total	141	68,1%

* pourcentage sur l'ensemble du public accueilli

Logement précaire

	Nb de jeunes	pourcentage*
Hébergé par famille	34	16,4%
Autre	9	4,3%
Hébergé par amis	14	6,7%
Autres foyers	6	2,9%
Hôtel	1	0,5%
Foyer FJT	0	-
Sans hébergement	0	-
CHRS	2	0,9%
Hébergement nomade	0	-
Total	66	31,9%

* pourcentage sur l'ensemble du public accueilli

* Observations

Premiers accueils 2010 – p23

La faible variation 2009 > 2010 n'appelle pas de commentaires particuliers, les niveaux V et infra V représentent 62,4% soit 129 jeunes.

Suivis 2010 – p24

La tendance à la stabilité se confirme. Les publics de niveau V et infra V représentent 67,4% du public suivi.

Entrées en Situation – p25

68% des jeunes entrés en situation sont des jeunes femmes. En 2010, ce sont 204 jeunes qui ont bénéficié d'une entrée en situation soit + 29 jeunes par rapport à 2009. Les contrats CDD et intérim explosent (+134%) et dépassent de 47% les résultats de l'exercice 2008 qui présentait un bilan « positif ».

Créteil

1. Créteil [premiers accueils 2010]

a. répartition par sexe, tranche d'âge et niveau

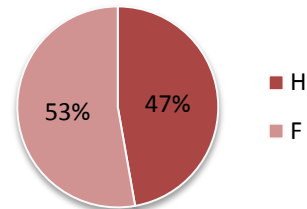
868 jeunes primo accueillis

410 hommes

47% d'hommes
418 en 2009

458 femmes

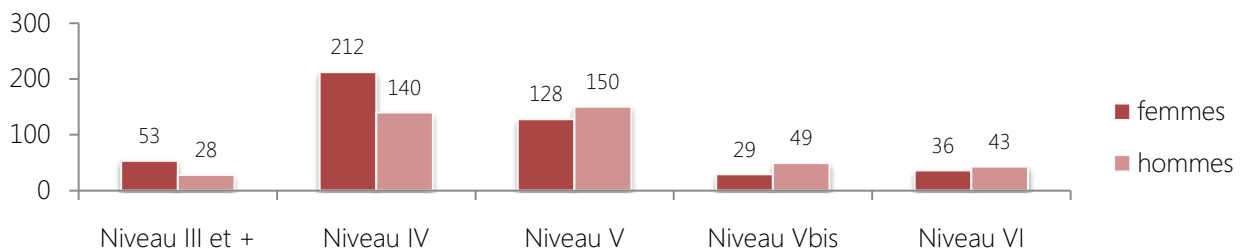
53% de femmes
457 en 2009



	16-17 ans	18-21 ans	22-25 ans	Total
femmes	39	244	175	458
hommes	34	217	159	410
Total	73	461	334	868

L'exercice 2010 présente une baisse du public primo-accueilli de 0,8% soit 7 jeunes.

	Niveau III et +	Niveau IV	Niveau V	Niveau Vbis	Niveau VI	Total
femmes	53	212	128	29	36	458
hommes	28	140	150	49	43	410
Total	81	352	278	78	79	868



2. Créteil [jeunes suivis 2010]

a. répartition par sexe, tranche d'âge et niveau

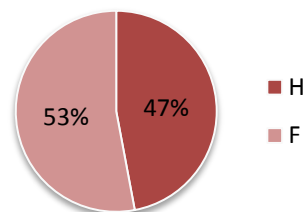
1775 jeunes suivis en 2010

835 hommes

47% d'hommes
866 en 2009

940 femmes

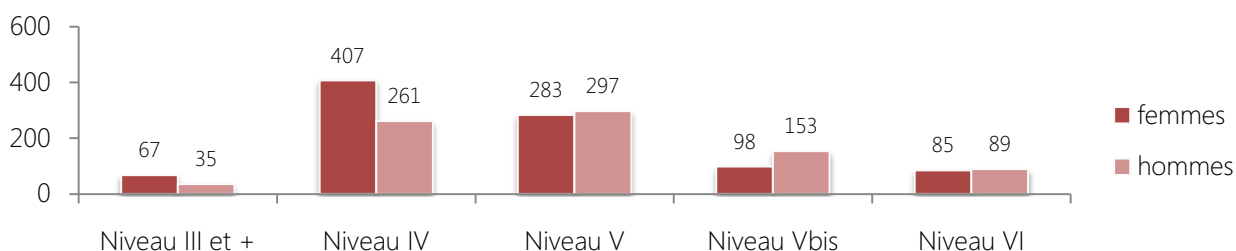
53% de femmes
927 en 2009



	16-17 ans	18-21 ans	22-25 ans	26 ans et +	Total
femmes	24	383	481	52	940
hommes	27	369	409	30	835
Total	51	752	890	82	1775

L'exercice 2010 présente une baisse du public suivi de 1% soit 18 jeunes.

	Niveau III et +	Niveau IV	Niveau V	Niveau Vbis	Niveau VI	Total
femmes	67	407	283	98	85	940
hommes	35	261	297	153	89	835
Total	102	668	580	251	174	1775



3. Créteil [Entrées en situation]

792 entrées en situation 656 jeunes

Emploi

	2009	2010	%	Dont ZUS
CDI	150	132	-12,0%	44
CDD / Intérim	304	323	+6,2%	94
CAE	24	42	+75,0%	12
CIE	2	-	-	-
Entr. Insertion / Ass. Inter.	12	15	+25,0%	6
Total	492	512	+4,1%	156

450 jeunes ont trouvé une solution liée à l'emploi dont 55,8% de jeunes femmes

30,4% des situations concernent des jeunes relevant de ZUS

Formation

	2009	2010	%	Dont ZUS
Formation Conseil Régional	192	162	-15,6%	48
CAF	14	24	+71,4%	7
Autres formations	36	52	+44,4%	9
Total	242	238	-1,6%	64

218 jeunes sont entrés en formation dont 47,7% de jeunes femmes

26,9% des Entrées en formation concernent des jeunes relevant de ZUS

Alternance

	2009	2010	%	Dont ZUS
Contrat d'apprentissage	22	15	-31,8%	4
Contrat de professionnalisation	45	27	-40,0%	15
Total	67	42	-37,3%	19

Sur les 42 jeunes entrés en alternance, 21 sont des jeunes femmes soit 50%

45,2% des contrats en alternance concernent des jeunes relevant de ZUS

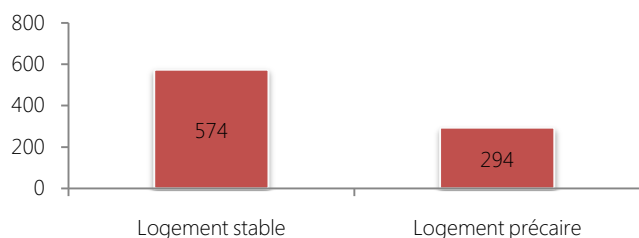
4. Orientation des jeunes vers l'antenne

Origine des orientations par les partenaires pour les 868 jeunes reçus pour la première fois en 2010

* Pôle Emploi	193 jeunes	22,2%
* Amis	179 jeunes	20,6%
* Famille	169 jeunes	19,5%
* Démarche personnelle	140 jeunes	16,1%
* Associations	40 jeunes	4,6%
<hr/>		
* Autres partenaires	147 jeunes	16,9%

5. Problématique logement

Problématiques d'hébergement pour les 868 jeunes reçus pour la première fois en 2010



66,1%

des jeunes sont en logement stable lors de leur premier accueil sur le siège à Créteil

33,9%

des jeunes sont en logement précaire lors de leur premier accueil sur le siège à Créteil

Logement stable

	Nb de jeunes	pourcentage*
Hébergé par parents	476	54,8%
Logement autonome	98	11,3%
Total	574	66,1%

* pourcentage sur l'ensemble du public accueilli

Logement précaire

	Nb de jeunes	pourcentage*
Hébergé par famille	133	15,3%
Hébergé par amis	71	8,2%
Autre	34	4,6%
Autres foyers	19	2,2%
Foyer FJT	20	2,3%
Hôtel	6	0,7%
Sans hébergement	3	0,3%
CHRS	7	0,8%
Hébergement nomade	1	0,1%
Total	294	33,9%

* pourcentage sur l'ensemble du public accueilli

* Observations

Premiers accueils 2010 – p29

Aucune variation n'est à constater en valeur absolue. La classe d'âge des 18-21 ans reste la plus importante et la fréquentation des jeunes mineurs continue de diminuer : 103 jeunes en 2008, 79 jeunes en 2009 et 73 jeunes en 2010.

Le public de niveau V et infra V représente 50% soit une légère baisse de 2,5%, baisse déjà observée en 2009.

Suivis 2010 – p30

Les niveaux V et infra V affichent une nouvelle baisse de -5,6% et représentent 56,6% du public reçu pour 59,4% en 2009 et 62,8% en 2008.

Les publics de niveau IV et III et plus augmentent respectivement de 3,2% et de 25% ; cette hausse correspond à 42 jeunes, ce qui n'est pas significatif en soit, mais c'est une tendance qui perdure.

Entrées en Situation – p31

On observe une stabilité entre les deux exercices en termes d'entrées en situation et de nombre de jeunes concernés. Cette stabilité des résultats (malgré la reprise du marché de l'emploi sur les CDD et l'intérim) est largement imputable à des aléas de « ressources humaines » (congés maternité, congé sabbatique...) sur le site de Créteil. L'équilibre attendu ne se rétablira qu'en 2011.

Limeil-Brévannes

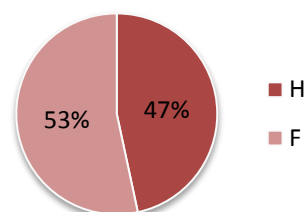
1. Limeil-Brévannes [premiers accueils 2010]

a. répartition par sexe, tranche d'âge et niveau

223 jeunes primo accueillis

104 hommes 47% d'hommes
106 en 2009

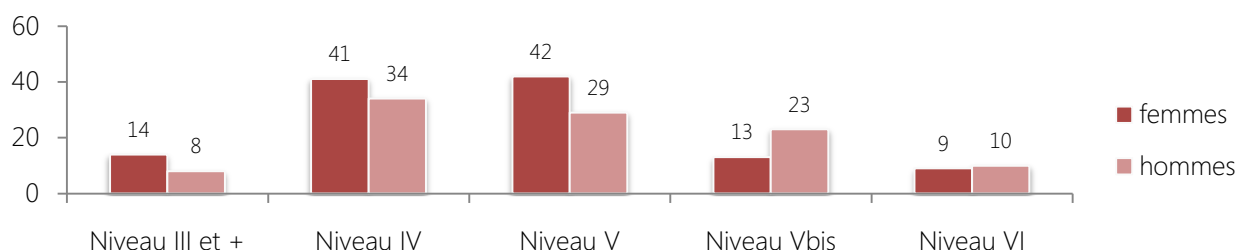
119 femmes 53% de femmes
103 en 2009



	16-17 ans	18-21 ans	22-25 ans	Total
femmes	14	63	42	119
hommes	16	60	29	104
Total	30	123	70	223

L'exercice 2010 présente une hausse du public primo-accueilli de 6,7% soit 14 jeunes.

	Niveau III et +	Niveau IV	Niveau V	Niveau Vbis	Niveau VI	Total
femmes	14	41	42	13	9	119
hommes	8	34	29	23	10	104
Total	22	75	71	36	19	223



2. Limeil-Brévannes [jeunes suivis 2010]

a. répartition par sexe, tranche d'âge et niveau

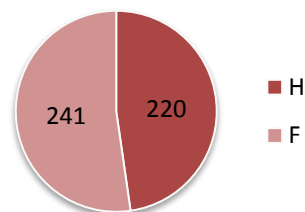
461 jeunes suivis en 2010

220 hommes

48% d'hommes
209 en 2009

241 femmes

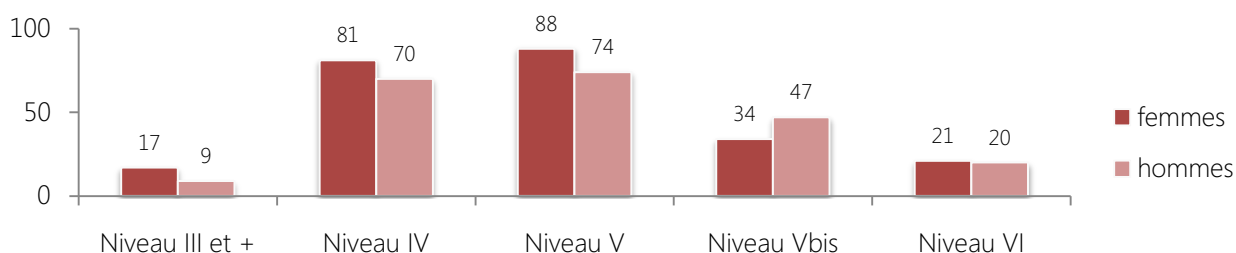
52% de femmes
217 en 2009



	16-17 ans	18-21 ans	22-25 ans	26 ans et +	Total
femmes	10	113	109	9	241
hommes	15	116	84	5	220
Total	25	229	193	14	461

L'exercice 2010 présente une hausse du public suivi de 8,2% soit 35 jeunes.

	Niveau III et +	Niveau IV	Niveau V	Niveau Vbis	Niveau VI	Total
femmes	17	81	88	34	21	241
hommes	9	70	74	47	20	220
Total	26	151	162	81	41	461



3. Limeil-Brévannes [Entrées en situation]

307 entrées en situation 217 jeunes

Emploi

	2009	2010	%	Dont ZUS
CDI	28	44	+57,1%	15
CDD / Intérim	86	156	+81,4%	52
CAE	6	13	+116%	2
CIE	5	-	-	-
Entr. Insertion / Ass. Inter.	18	16	-11,1%	8
Total	143	229	+60,1%	77

165 jeunes ont trouvé une solution liée à l'emploi dont 49,7% de jeunes femmes 33,6% des situations concernent des jeunes relevant de ZUS

Formation

	2009	2010	%	Dont ZUS
Formation Conseil Régional	54	50	-7,4	19
CAF	11	5	-54,5%	2
Autres formations	10	9	-10,0%	4
Total	75	64	-14,6%	25

62 jeunes sont concernés par une entrée en formation dont 40,3% de jeunes femmes 39,1% des Entrées en formation concernent des jeunes relevant de ZUS

Alternance

	2009	2010	%	Dont ZUS
Contrat d'apprentissage	5	6	+20,0%	4
Contrat de professionnalisation	10	8	-20,0%	-
Total	17	14	-17,6%	4

40% des jeunes entrés en formation sont des femmes 28,6% des contrats en alternance concernent des jeunes relevant de ZUS

4. Orientation des jeunes vers l'antenne

Origine des orientations par les partenaires pour les 223 jeunes reçus pour la première fois en 2010

* Pôle Emploi	60 jeunes	26,9%
* Démarche personnelle	41 jeunes	18,4%
* Famille	41 jeunes	18,4%
* Amis	40 jeunes	17,9%
* Services Sociaux	9 jeunes	4,1%
<hr/>		
* Autres partenaires	32 jeunes	14,3%

5. Problématique logement

Problématiques d'hébergement pour les 223 jeunes reçus pour la première fois en 2010



73,1%

des jeunes sont en logement stable lors de leur premier accueil sur l'antenne de Limeil-Brevannes

26,9%

des jeunes sont en logement précaire lors de leur premier accueil sur l'antenne de Limeil-Brevannes

Logement stable

	Nb de jeunes	pourcentage*
Hébergé par parents	131	47,8%
Logement autonome	32	11,0%
Total	163	73,1%

* pourcentage sur l'ensemble du public accueilli

Logement précaire

	Nb de jeunes	pourcentage*
Hébergé par famille	31	13,9%
Hébergé par amis	22	9,9%
Autre	4	1,8%
Autres foyers	0	-
Foyer FJT	0	-
CHRS	1	0,4%
Hôtel	2	0,9%
Sans hébergement	0	-
Hébergement nomade	0	-
Total	60	26,9%

* pourcentage sur l'ensemble du public accueilli

* Observations

Premiers accueils 2010 – p35

L'augmentation de 6,7% constatée porte principalement sur la classe d'âge 18-21 ans (+13%) et les niveaux VI (+171%).

Suivis 2010 – p36

La répartition de la hausse d'accueil des publics porte sur les jeunes âgés de 18 à 25 ans et sur l'ensemble des niveaux à l'exception des jeunes de niveaux VI qui sont stables.

Entrées en Situation – p37

Les entrées en situation augmentent de 30% et concernent spécifiquement l'emploi. Ce sont + 41 jeunes qui ont pu entrer en situation d'emploi, notamment en CDD et en intérim mais aussi en CDI puisque l'on constate une augmentation de + 57% de contrats enregistrés.



Nouveaux outils de communication

Site internet : www.missionlocale-plainecentrale.fr

Le site Internet de la Mission Locale est en ligne depuis le 1^{er} septembre 2010. Il a été développé en utilisant nos ressources internes et repose sur l'utilisation d'applications dites « Libres ».

En quelques semaines, plusieurs centaines de « visiteurs » se sont connectés sur le site. Ces visites concernent le public jeune en recherche d'informations mais aussi les partenaires ou entreprises avec lesquelles nous travaillons quotidiennement.

Fin 2010, une refonte graphique complète du site a été réalisée. Nous avons voulu, par cette action, rafraîchir son aspect et proposer à notre public ainsi qu'à nos partenaires une communication plus dynamique et plus proche des standards actuels.

Facebook et Twitter.

En complément de la refonte graphique du site Internet, la Mission Locale s'est dotée de deux autres outils communicants qui vont nous permettre d'être encore plus proches de notre public.

Comme bon nombre d'autres Missions Locales du réseau, notre structure vient de créer sa page Facebook et son compte Twitter. Ces plateformes de réseaux sociaux, largement utilisées par les jeunes 16/25 ans qui constituent notre public, vont nous permettre de communiquer plus facilement sur les différents évènements de la vie de la Mission Locale.

Recrutement en nombre, dates de forums sur l'emploi, organisation d'ateliers thématiques, date de fermetures exceptionnelles etc... les jeunes qui le souhaitent pourront ainsi recevoir directement ces informations sur leurs ordinateurs et autres smartphones.





L'Emploi

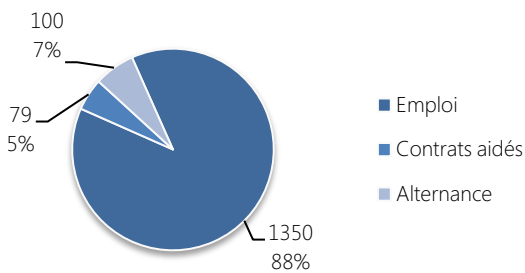
1. Entrées en Emploi

a) Entrées en Emploi : Etat des lieux

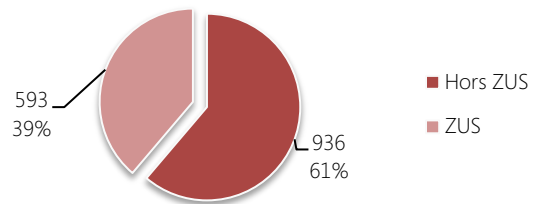
1529
entrées en
Emploi

dont

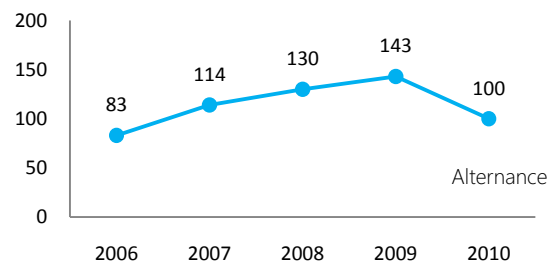
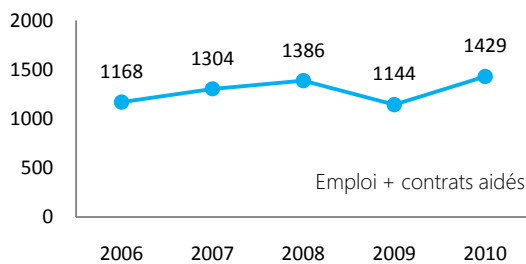
121
entrées en contrats aidés
100
entrées en Alternance



Type de contrat



Domiciliation des jeunes concernés



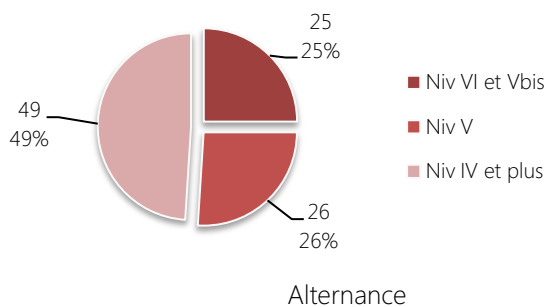
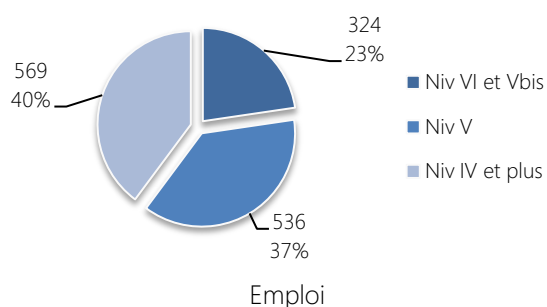
b) Entrées en Emploi par niveau et type de contrat

Emploi

	Niv VI et Vbis	Niv V	Niv IV et plus	Total
CDI	58	119	153	330
CDD / Intérim	230	362	386	978
CAE	18	33	24	75
CIE	0	3	1	4
Entr. Insertion / Ass. Inter.	18	19	5	42
Total	324	536	569	1429

Alternance

	Niv VI et Vbis	Niv V	Niv IV et plus	Total
Contrat d'apprentissage	15	12	13	40
Contrat de professionnalisation	10	14	36	60
Total	25	26	49	100



c) Entrées en Emploi par type de contrat et secteur d'activité

* Commerce, vente et grande distribution						21%
CDI	CDD / intérim	CAE et insertion	Cont App.	Contrat de Prof.	Autre contrat	
87	206	1	9	19	2	
* Service à la personne et à la collectivité						19%
CDI	CDD / intérim	CAE et insertion	Cont App.	Contrat de Prof.	Autre contrat	
63	165	48	6	5	5	
* Transport et logistique						17%
CDI	CDD / intérim	CAE et insertion	Cont App.	Contrat de Prof.	Autre contrat	
32	203	13	3	7	2	
* Support à l'entreprise						13%
CDI	CDD / intérim	CAE et insertion	Cont App.	Contrat de Prof.	Autre contrat	
28	139	14	2	13	0	
* Hôtellerie, restauration, tourisme, loisirs et animation						11%
CDI	CDD / intérim	CAE et insertion	Cont App.	Contrat de Prof.	Autre contrat	
68	74	12	7	3	3	
* Construction, bâtiment et travaux publics						5%
CDI	CDD / intérim	CAE et insertion	Cont App.	Contrat de Prof.	Autre contrat	
10	53	9	4	4	2	
* Autres secteurs d'activités						13%
CDI	CDD / intérim	CAE et insertion	Cont App.	Contrat de Prof.	Autre contrat	
42	124	24	9	11	2	

Logiquement le nombre de contrats signés (hors alternance) par les jeunes suivis en 2010 a augmenté après une année 2009 marquée par une régression très importante du nombre d'offres d'emploi disponibles. Cependant, l'augmentation de 25% du nombre de contrats signés se concentre quasi-exclusivement sur des contrats relativement précaires (CDD ou intérim voire contrats aidés) et le nombre de CDI signés reste stable entre 2010 et 2009 (330 en 2010 pour 322 en 2009).

La baisse substantielle du nombre d'entrées en alternance (100 contrats signés en 2010 pour 143 en 2009) s'explique plus difficilement. Cette baisse concerne le contrat d'apprentissage et le contrat de professionnalisation dans les mêmes proportions. Plus qu'une tendance de fond, peut-être cette diminution n'est-elle que le reflet d'un moins grand nombre d'opérations de recrutements collectifs avec de grandes entreprises dont certaines n'ont pas été renouvelées en 2010 (ERDF par exemple).

Par contre un certain nombre de partenariats fructueux ont été heureusement reconduits, notamment avec le groupe Véolia (4 jeunes engagés en contrat de professionnalisation vers un CQP ou un BTS Chauffage et climatisation), Carrefour (plus d'une dizaine de jeunes recrutés cette année encore sur des postes de d'hôte de caisse ou d'employé libre service) ou encore la Banque de France (9 jeunes embauchés cette année pour des contrats à durée déterminée sur des postes d'agent administratif).

De même la Mission Locale participe systématiquement à toutes les manifestations collectives locales permettant de mettre en relation les jeunes reçus avec des entreprises qui recrutent : Job Dating et forum « Ambition alternance » organisés par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Val-de-Marne avec la Chambre des Métiers du Val-de-

Marne pour le second évènement ou encore la 31^{ème} édition du forum « rencontres de l'Emploi » organisée par la ville de Bonneuil-sur-Marne.

* Plan de relance / renforcement de la relation entreprises

Profitant de l'appel à projets lancé par l'Etat dans le cadre du plan de relance de l'emploi, la Mission Locale a recruté à compter du mois d'octobre une conseillère supplémentaire (et ce pour une durée d'un an) avec pour objectif de développer et renforcer nos contacts avec les entreprises de notre territoire, riche de nombreuses zones d'activités. Ainsi que nous l'avions précisé dans l'appel à projet, nous entendions démultiplier notre travail qualitatif de mise en relation des jeunes suivis avec les offres d'emploi disponibles, qu'elles soient diffusées publiquement ou « latentes » dans le marché caché dont on sait qu'il est très important.

Cela passe par une prospection ciblée et presque « individualisée » adaptée aux profils et aux compétences des jeunes reçus à la Mission Locale.

A titre d'exemple concret, depuis la fin de l'année 2010, le service emploi de notre structure propose régulièrement aux jeunes chercheurs d'emploi de participer à des journées de prospection « physique » des entreprises du territoire, encadrés par les conseillers emploi.

Le principe de ces « journées d'action » est dynamique et interactif : Les groupes de jeunes choisissent eux-mêmes les zones d'activités de la Plaine Centrale et de la commune de Bonneuil-sur-Marne qu'ils souhaitent mieux connaître en fonction des secteurs dans lesquels ils recherchent. Des petits groupes sont ainsi constitués qui partent l'après-midi même prospecter dans les entreprises repérées le matin « sur internet » (merci aux sites de la communauté d'agglomération et de la ville de Bonneuil-sur-Marne !) sous la houlette d'un conseiller emploi.

Les groupes se présentent directement dans les entreprises et cherchent à rencontrer un responsable afin d'expliquer la démarche et connaître les besoins en recrutement. Le territoire de la Plaine Centrale et la commune de Bonneuil-sur-Marne ne manquent pas de terrain d'expérience et aussi surprenant que cela puisse paraître, ces démarches spontanées sont dans l'ensemble bien accueillies par les entreprises et des entretiens (mêmes courts) peuvent être obtenus avec des « décideurs ».

Au cours des premières journées d'action, les jeunes chercheurs d'emploi se sont donc rendu notamment à Europarc, à l'Echat, au Centre Commercial Régional, aux jardins d'Alfortville ou encore sur la zone d'Achaland à Bonneuil-sur-Marne. Plus de 70 entreprises ont été visitées. Les jeunes ont ainsi rencontré les responsables d'entreprises importantes : La Plateforme du Bâtiment, Chronopost, Leroy-Merlin, D.H.L., T.N.T. et la Halle aux vêtements mais également des sociétés moins prestigieuses mais avec un potentiel d'emploi. Des offres d'emploi ont été collectées, des CV laissés aux employeurs, mais plus important encore, les participants prennent confiance en eux et appréhendent mieux la façon de gérer les contacts avec employeurs potentiels.

Cette démarche fine, plus qualitative que quantitative constitue une plus-value intéressante dans le travail de rapprochement des jeunes avec le monde de l'entreprise et par extension crédibilise notre intervention auprès des employeurs, intéressés par l'aspect direct et concret de cette approche en rupture avec les innombrables campagnes de prospection téléphonique anonymes.

★ Le dispositif CAE-passerelle

Le dispositif CAE-passerelle a été promu par l'Etat à compter de juin 2009 dans la cadre d'un « Plan d'action pour les jeunes ». La spécificité de ce contrat aidé, visant prioritairement les collectivités territoriales, consistait en la possibilité de réaliser des périodes d'immersion en entreprise pendant la durée du contrat sachant que l'objectif était de pouvoir acquérir une première expérience professionnelle dans des métiers offrant des débouchés dans le secteur non marchand.

A compter du mois de novembre 2009 la Mission Locale s'est donc investie aux cotés des services d'Etat et de Pôle emploi à rencontrer les employeurs potentiels (à savoir les communes de notre territoire) afin d'identifier les perspectives de recrutements possibles.

A cette fin une plaquette synthétique de présentation du contrat a été réalisée en coordination avec nos partenaires de Pôle emploi.

Les démarches et groupes de travail ont concerné les communes du territoire (Créteil, Alfortville, Bonneuil-sur-Marne et Limeil-Brévannes), la communauté d'agglomération de la Plaine Centrale du Val-de-Marne ainsi que des associations.

Faisant suite à ce travail de préparation s'est déroulée ensuite la phase de mise en relation des candidats identifiés par la Mission Locale avec les services des villes qui ont donc donné lieu finalement à la signature de 22 contrats avec les villes de Créteil, de Limeil-Brévannes et la communauté d'agglomération de la Plaine Centrale. Les métiers concernés recouvrent une large palette de fonctions : services administratifs, services des espaces verts et de la voirie, services techniques d'entretien des bâtiments (peinture, plomberie...).

A ce jour la grande majorité des contrats sont achevés (durée d'un an) et la quasi-totalité des jeunes bénéficiaires se sont vu proposer une suite de contrat sous diverses formes (CDD ou stagiairisation en fonction des besoins des collectivités ou des métiers concernés) dès lors qu'ils avaient donné satisfaction.

★ 3ème édition du forum « Les rencontres de l'emploi » de Bonneuil-sur-Marne - 14 octobre 2010

Avec 705 visiteurs les rencontres 2010 ont été légèrement moins fréquentées qu'en 2008.

Les entreprises ont déclaré le jour du forum avoir reçu cumulativement 1 233 candidats.

Les visiteurs présents résident essentiellement à Bonneuil-sur-Marne ou dans les villes limitrophes du Val-de-Marne. 75% d'entre eux sont demandeurs d'emploi. Les jeunes étaient proportionnellement les plus nombreux (31% de 16/25 ans et 33% de 26/39 ans) mais tous les niveaux de qualification étaient représentés (18% sans diplômes, 35% CAP/BEP, 25% Bac et 22% Bac + 2 et au-delà).

Les attentes des visiteurs étaient logiquement concentrées sur la recherche d'emploi (68%) mais également sur la recherche de formation (12%) ou de conseils divers (15%). Les secteurs d'activité visés étaient assez divers compte

Rapport d'activité 2010 | mission locale de la plaine centrale du val de marne

tenu de la diversité des niveaux de qualification (Commerce/distribution : 16%, Industrie : 16%, Transports : 10%, Services administratifs : 9%, Santé/Action sociale/Services aux personnes : 9%, Bâtiment : 8%, Hôtellerie/restauration : 6%...).

Les 72 exposants comptaient une grande majorité d'entreprises (50) mais également des partenaires spécialisés dans la création d'activité (7), 8 partenaires de l'emploi et 6 organismes de formation.

Comme c'est très souvent le cas avec des forums très ouverts et comptants de nombreuses entreprises, il est par contre difficile d'avoir une vue précise des retombées en termes de recrutements effectifs suite à l'évènement malgré les multiples relances « post-forum ».

Au sein d'un stand identifié, les conseillers référents de l'antenne de Bonneuil-sur-Marne et les conseillers « emploi » de la Mission Locale ont participé durant cette journée à l'accueil et à l'orientation du public jeune et ont concrètement informé le public sur le ciblage des entreprises, la qualité rédactionnelle des CV, la nature et les objectifs des entretiens, la mise en relation avec les employeurs et recruteurs, les différents types de formation (alternée ou alternance) et plus généralement sur les domaines de compétences de la structure.

2. Espaces collectifs et individuels d'aide à la recherche d'emploi

a) L'Espace Emploi

L'espace emploi est un espace de recherche collective d'emploi qui se traduit par une mise à disposition d'offres d'emplois (dont les offres Pôle Emploi et de la Mission Locale), de journaux, de moyens de communication (téléphone, Fax, Internet) et des fournitures (papier, enveloppes et timbres...).

Créteil

Périodicité

2 fois / semaine le lundi et mercredi matin.

Fréquentation

314 jeunes en 2010

341 jeunes en 2009

Observations

La fréquentation de l'Espace Emploi du siège de la Mission locale a diminué de 8% entre 2009 et 2010.



Alfortville

Périodicité

2 fois / semaine le mardi et mercredi matin.

Fréquentation

138 jeunes en 2010

226 jeunes en 2009



b) L'atelier CV

Objectif

L'objectif de cet atelier est l'acquisition d'une méthodologie pour la rédaction en autonomie d'un CV.

Fréquentation

161 jeunes en 2010

150 jeunes en 2009

Périodicité

Hebdomadaire (tous les mardis matin).

Observations

Une augmentation de 7% de la fréquentation de l'atelier C.V. montre que les jeunes ont besoin d'une méthodologie et de conseils pour l'élaboration de leur C.V. L'envoi par mail aux jeunes de leurs CV réalisés et l'actualisation de ces derniers constituent également des services proposés par la Mission Locale.

b) Le Net emploi : Espace informatisé

Objectif

Utilisation d'Internet et de l'informatique pour la recherche d'emploi (envoi de candidatures, création d'adresse mail, d'espace personnel sur le site de Pôle Emploi, accès aux sites des entreprises). **2 fois par semaine le mardi et mercredi après-midi.**

Fréquentation

129 jeunes en 2010

118 jeunes en 2009

Observations

Les ateliers du Net Emploi sont très fréquentés par les jeunes, principalement le mercredi après-midi. D'où cette très légère augmentation (+9%) entre 2009 et 2010.

c) L'atelier Lettre de motivation

Objectif

Rédiger des lettres de motivation pour répondre aux petites annonces ou faire des candidatures spontanées. **Périodicité hebdomadaire (tous les mardis matin).**

Fréquentation

140 jeunes en 2010

126 jeunes en 2008

Observations

Les jeunes reviennent à l'atelier d'élaboration des lettres de motivation et de candidatures spontanées avec ces 11% d'augmentation de fréquentation entre 2009 et 2010

d) Les simulations d'entretien d'embauche

Objectif

Se préparer à un entretien d'embauche. **Sur rendez-vous avec un conseiller emploi.**

Fréquentation

48 jeunes en 2010

45 jeunes en 2009

Observations

La préparation aux entretiens d'embauche s'avère nécessaire pour les jeunes demandeurs d'emploi qui la sollicitent de plus en plus.



Les dispositifs d'accompagnement

1. FOCUS sur le travail partenarial au service du public.

Il ne s'agit probablement pas d'un hasard, l'année 2010 a vu se développer de multiples initiatives visant à renforcer et affiner le travail partenarial et la coordination entre les structures et acteurs qui œuvrent à l'insertion sociale du public jeune sur l'ensemble du territoire.

Un contexte « social » tendu, un marché de l'emploi morose, la disparition ou la réduction d'un certain nombre d'outils ou de dispositifs d'aide...les difficultés imposent à un « premier cercle » d'acteurs incontournables d'optimiser au mieux leur collaboration chacun sur son champ de compétences ou en direction de publics spécifiques (équipes « aide sociale à l'enfance » et « polyvalence » des Espaces départementaux de solidarités, Clubs de prévention spécialisée, services de la Protection judiciaire de la jeunesse, services spécialisés de l'Education Nationale et bien sûr Missions Locales).

S'appuyant parfois sur la seule volonté des acteurs de terrain de mieux travailler ensemble ou prenant la forme d'un dispositif « institutionnel » (ROAD 94 par exemple), les initiatives suivantes concourent toutes à l'objectif de mieux se connaître afin de répondre aussi bien que possible aux problématiques des publics du territoire.

a) Une nouvelle dynamique pour le RIPJ d'Alfortville.

Très actif il y a quelques années sous l'impulsion motrice d'acteurs importants du territoire (CIO de Charenton, Club de prévention Espoir, représentants d'établissements scolaires...), le RPIJ (Réseau public pour l'insertion des jeunes) a retrouvé une nouvelle jeunesse ces derniers mois grâce à l'action conjuguée des services de la PJJ et de l'EDS d'Alfortville notamment.

Se déroule actuellement un cycle de réunions au cours desquelles les structures ou institutions présentes sur le terrain présente aux autres intervenants son fonctionnement, ses champs de compétences ou d'action...ces réunions d'échanges concrets accueillent à chaque fois de nouveaux invités aux domaines d'intervention les plus spécialisés (Centre médico-psychologique de secteur par exemple) qui y voient l'opportunité d'affiner le travail de réseau.

b) Les « Matinales de Bonneuil-sur-Marne ».

Depuis le mois de septembre 2010 le CCAS de la ville de Bonneuil-sur-Marne avec le soutien de la municipalité a mis en place cette initiative qui a pour objectif de regrouper tous les acteurs sociaux (représentants d'associations, bailleurs, institutions et organismes) ayant une action sur la ville et de développer un réseau partenarial.

Ces rencontres auxquelles participe l'antenne de la mission locale, se tiennent tous les premiers vendredis de chaque mois, sans inscription, en toute simplicité et convivialité et sont assurés en termes d'accueil et de lieu par les partenaires volontaires. Entretenir, dynamiser et enrichir le réseau social local reste la priorité de celles-ci.

Pouvoir échanger sur nos domaines respectifs de compétences et sur nos pratiques professionnelles en termes d'accompagnement et de suivi permet d'avoir une vue plus globale et de pouvoir élargir son champ partenarial.

Un projet innovant et intéressant qui se doit d'être pérennisé.

c) Les groupes d'échange partenarial de Créteil.

Depuis l'automne 2009 et par l'initiative conjointe des responsables de l'EDS de Créteil, de Pluriels 94 et de la Mission Locale un important travail de concertation se poursuit sous des formes différentes :

- Un « évènement » pour lancer la démarche avec les équipes de professionnels :

Après un travail préparatoire sur les moyens de perfectionner la collaboration entre les trois structures en y associant de façon dynamique l'ensemble des professionnels des équipes, les responsables des « services » concernés ont décidé conjointement d'organiser une grande journée d'échange afin de travailler ensemble sur les questions suivantes :

- Qu'est-ce que je connais de l'autre et de ses interventions ?
- Qu'est-ce que j'arrive à faire avec l'autre (ce qui fonctionne) ?
- Qu'est-ce que je n'arrive pas à faire avec l'autre (les points de blocage) ?
- Que puis-je améliorer ? Que pouvons-nous améliorer ?

La journée qui s'est tenue le 12 octobre 2009 à la Maison des syndicats de Créteil a réuni plus de 80 professionnels et fût très enrichissante. Les débats furent parfois passionnés mais toujours dans le respect de l'autre et l'ensemble des participants en est reparti avec la volonté de poursuivre cet indispensable travail de concertation.

- Des groupes d'échanges réguliers entre les professionnels de terrain :

Afin d'approfondir les questions ou thèmes abordés lors de cette journée, un groupe d'échange se réunit toutes les 5 semaines environ avec des techniciens des 3 structures qui travaillent sur des thèmes particuliers (l'accueil dans les différentes structures, le traitement de l'urgence, les aides financières...et bien sûr sur les préoccupantes problématiques liées à l'hébergement et au logement des jeunes et de leur famille). Sont également évoqués des « cas particuliers » dont la complexité où l'exemplarité mérite ce travail de synthèse.

- Un groupe de pilotage des responsables des services concernés :

Tous les deux mois environ les responsables des services concernés se réunissent également afin d'évoquer les points d'actualités et de rester en veille sur les ajustements ou nouveaux dossiers à évoquer.

Depuis l'automne 2010 les services de la PJJ de Créteil ont rejoint cette dynamique et participent aux deux groupes de travail.

Le dispositif ROAD 94 (Rassembler des Outils pour l'accompagnement vers l'Autonomie des jeunes dans le Département du Val-de-Marne).

Le dispositif ROAD 94 s'inscrit dans le cadre de l'appel à projets du Haut Commissariat à la Jeunesse. Il est porté et co-financé par le Conseil Général du Val-de-Marne et piloté par la DPEJ (Direction de la Protection de l'Enfance et de la Jeunesse).

La finalité essentielle du projet est de chercher à mieux répondre aux difficultés d'accès à l'autonomie des jeunes « sortants » de l'ASE (Aide Sociale à l'Enfance) et de la PJJ.

L'expérimentation porte sur 300 jeunes (A titre prévisionnel 120 jeunes suivis par l'ASE, 120 suivis par la PJJ et 60 orientés par les Clubs de prévention et/ou les Missions Locales) et ne concerne que le « territoire 7 » du Val-de-Marne.

Après une phase de diagnostic et d'élaboration, les premiers jeunes sont concrètement entrés dans le dispositif à partir du mois d'octobre 2010 et les entrées se dérouleront jusqu'au mois de juin 2012.

Les objectifs « opérationnels » du projet rejoignent en partie l'esprit qui a présidé à la mise en place des groupes de concertation décrits plus haut : améliorer la synergie des partenaires et des ressources existantes et mieux articuler les interventions de chacun et les différents dispositifs d'accompagnement.

Le dispositif ne cherchera à proposer des outils spécifiques qu'après s'être assuré que l'ensemble des dispositifs de « droit commun », que chacun des partenaires peut être à même d'activer, aura été questionné à la lumière des problématiques des situations individuelles.

Cependant quelques outils propres à ROAD sont proposés : Un fonds d'aide d'ordre financier (comportant deux aspects : une allocation régulière de subsistance et/ou un fonds d'aide ponctuelle sur un « projet particulier) et des actions « expérimentales » (actions de parrainage avec des associations spécialisées ou encore projet actuellement en cours d'élaboration d'intervenir sur la problématique de l'hébergement « intermédiaire » avec l'association Aurore.

Dans le cadre de ce présent rapport d'activité il est prématuré d'aller plus loin sur l'analyse de ce dispositif mais après quelques mois de mise en œuvre la plus-value attendue sur une meilleure coordination des acteurs concernés semble commencer à se dessiner : lorsque des partenariats vivants entre certains acteurs existaient avant ROAD, les concertations et « calages » ont été facilités et lorsque ce partenariat était en veille, un temps d'adaptation significatif fût nécessaire pour que les structures prennent le temps de mieux se connaître (champs de compétences, modes de fonctionnement, publics accueillis, outils utilisés...). Souhaitons donc que ces premiers bénéfices se traduisent concrètement dans l'avancée des situations individuelles des bénéficiaires de ROAD 94.

2. CIVIS Contrat d'Insertion dans la Vie Sociale

a) Mise en œuvre du CIVIS – Cohorte 2010

Notre objectif, pour l'année 2010, a été légèrement revu à la baisse : fixé à 451 jeunes, soit 7% de moins que les trois dernières cohortes, il a été atteint puisque 454 ont intégré le contrat d'insertion.

454 jeunes ont intégré le dispositif en 2010

Dont 52% de jeunes femmes

La répartition des entrées en CIVIS par commune est le reflet de l'accueil du public sur notre territoire.

	Alfortville	Bonneuil-sur-Marne	Créteil	Limeil-Brévannes	Total
Femmes	59	27	114	35	283
Homme	56	38	94	31	220
Total	115	65	208	66	503
	22%	14%	51%	13%	100%

Les jeunes « CIVIS RENFORCE » (non diplômés) représentent 50% des entrées. En 2008, la proportion était de 58%

	Femmes	Hommes	TOTAL	Ratio
Niveau III et +	11	3	14	3%
Niveau IV	85	52	137	30%
Niveau V	72	85	157	35%
Niveau Vbis	35	48	83	18%
Niveau VI	32	31	63	14%
Total	235	219	454	100%

On observe un découpage en 3 parties égales :

1/3 des jeunes relèvent de niveau IV et plus

1/3 des jeunes du niveau V

1/3 des jeunes de niveau infra V

Les variations les plus significatives relevées entre 2009 et 2010 concernent les niveaux VI qui gagnent 4 points passant de 10 à 14% des entrées et les niveaux V qui, à contrario, régressent de 6 points et ne représentent plus que 35% des jeunes en CIVIS

b) Fonds dispensés – L'allocation interstitielle

Sommes délivrées 2010

166 800 € d'AI

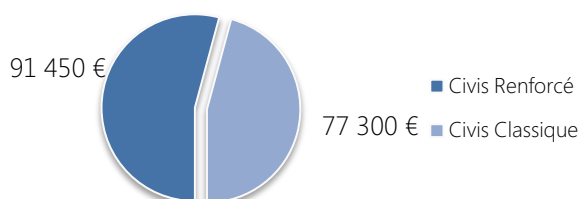
Sur une enveloppe de

172 135,60€

Soit une consommation de l'enveloppe de

96,9 %

Dans le cadre général du plan de relance qui a suivi la phase aigue de la crise économique de 2008/2009 nous avons bénéficié en 2010 d'une augmentation substantielle de l'enveloppe (+46%) qui a été largement consommée.



	Montants demandés	Nombre de jeunes	Moyenne par jeunes
CIVIS RENFORCE	91 450 €	233	392€
CIVIS CLASSIQUE	77 300 €	202	383€
Total	168 750€	435	388€

La différence entre le total des AI demandées (168 750 €) et celles réellement dispensées (166 800 €) vient généralement de problèmes de versement sur le compte des jeunes.

L'allocation a bénéficié à un plus grand nombre de jeunes, 435 contre 371 en 2009 (+17%). Le montant moyen par jeune bénéficiaire de l'allocation a crû de 25%.

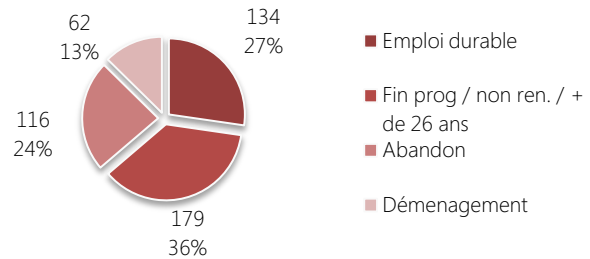
c) Les sorties de dispositifs

491 jeunes

Sortis du CIVIS en 2010

Toutes cohortes confondues

Lors d'une période initiale ou au cours d'un renouvellement



27%

des jeunes sont sortis en emploi durable : CDI, contrats en alternance ou CDD de plus de 6 mois contre 36% en 2009 soit 134 jeunes

6,5%

des jeunes étaient en formation le jour de leur sortie, soit 44 jeunes.

9%

Des jeunes étaient en emploi non durable le jour de leur sortie, soit 44 jeunes.

Le pourcentage des jeunes sortant du CIVIS avec un emploi durable ne cesse de baisser depuis 2008 ; 40% en 2008, 36% en 2009 et 27% en 2010. Ces données ne doivent pas occulter la réalité du travail d'accompagnement qui permet à des jeunes, au cours de leur parcours, d'entrer en situation d'emploi.

Notons que sur les 491 jeunes, sortis du dispositif en 2010, 210 jeunes soit 43% étaient en situation d'emploi ou de formation le jour de leur sortie.

3. LE PLIE Plan Local pour l'Insertion par l'Emploi

a) Objectif du projet

Suivi de jeunes de moins de 26 ans en difficulté d'insertion, représentant 15% de l'effectif global du dispositif PLIE.

b) Réalisation du projet

Le suivi des bénéficiaires

70 jeunes ont bénéficié du PLIE en 2010. 24 jeunes ont intégré le dispositif et 26 en sont sortis. La file active des bénéficiaires au 31/12/2010 s'élève donc à 44 jeunes.

Typologie et situation des 70 bénéficiaires en 2010

	Alfortville	Bonneuil-sur-Marne	Créteil	Limeil-Brévannes	Total
Femmes	11	3	14	3	31
Homme	13	4	20	2	39
Total	24	7	34	5	70

Emploi	Nb de situations	Nb de jeunes concernés
CDI	10	10
CDD	11	9
CDD Intérim	9	8
CDD Temps partiel	1	1
CDD insertion	5	5
Total Emploi	36	33
Emplois aidés	2	2

Alternance	Nb de situations	Nb de jeunes concernés
Contr. Apprentissage	1	1
Contr. Professionnalisation	1	1
Total Alternance	2	2

Formation	Nb de situations	Nb de jeunes concernés
Formation Conseil Régional	6	6
Autres formations	24	24
Total Formation	30	30

c) les entrées dans le dispositif

24 jeunes ont intégré le dispositif en 2010

	Alfortville	Bonneuil-sur-Marne	Créteil	Limeil-Brévannes	Total
Femmes	7	1	5	1	14
Homme	4	1	3	2	10
Total	11	2	8	3	24

On note une diminution des entrées due au démarrage plus tardif de certaines actions ainsi qu'à l'offre du CAF (Contrat d'Accompagnement Formation) en fin d'année.

Premières étapes de parcours dont ont bénéficié les jeunes

* Passerelle Gardien d'immeuble	2 bénéficiaires
* PAVE Accompagnement	1 bénéficiaire
* PAVE ASH	1 bénéficiaire
* Action linguistique à visée professionnelle	3 bénéficiaires
* Action redynamisation théâtre	2 bénéficiaires
* Plateau technique peinture	4 bénéficiaires
* PAVE agent de sécurité	1 bénéficiaire
* Action mobilisation SAP	6 bénéficiaires
* Aide individuelle co-financement formation	4 bénéficiaires

Validations 2010

* Permis C plus FIMO	1 validation
* DEAP	1 validation
* AS1	1 validation
* Validations partielles CAP Gardien d'immeuble	2 validations

d) les sorties du dispositif

Type de sortie par commune

	Alfortville	Bonneuil-sur-Marne	Créteil	Limeil-Brévannes	Total
Absence de relation	1	1	8	0	10
Déménagement	0	0	2	0	2
Emplois cumulés de + de 6 mois	8	1	4	1	14

A noter : 54% de sorties positives (14 sur 26) en 2010

Type de sortie par sexe et motif de sortie

	Femme	Homme	Total
Absence de relation	3	7	10
Déménagement	2	0	2
Emplois cumulés de + de 6 mois	4	10	14

4. La co-traitance Mission Locale / Pôle Emploi

a) Nouvel accord cadre et réduction de la portée de la co-traitance

A la suite de la signature officielle intervenue le 26 janvier 2010, un nouvel accord-cadre structurant le partenariat renforcé entre Pôle Emploi et le réseau des Missions Locales a donné lieu en 2010 à la signature de conventions de partenariat renouvelées devant porter sur la période 2010-2014.

Concernant plus précisément la co-traitance des jeunes demandeurs d'emploi dans le cadre de la mise en œuvre du PPAE (Projet Personnalisé d'Accès à l'Emploi), l'objectif quantitatif assigné à notre structure a légèrement diminué, passant de 327 en 2009 à 318 en 2010. Ces objectifs sont répartis par les instances nationales en fonction du nombre de jeunes demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi par territoire.

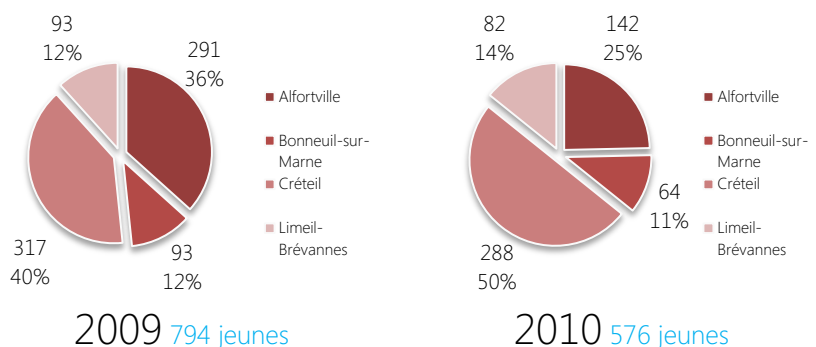
Cependant, ainsi que nous le relevons depuis plusieurs années, ces objectifs sont largement inférieurs au nombre effectif de jeunes 18-25 ans inscrits à Pôle Emploi et susceptibles d'être orientés vers les Missions Locales par les agences locales en raison des problématiques qu'ils rencontrent. Pour le compte de l'année 2010 ce sont donc 576 jeunes du territoire qui ont bénéficié de l'accord de co-traitance pour un objectif initial de 318 mentionné plus haut. Toutefois, pour la première fois cette année ces dépassements d'objectif (très largement constatés sur l'ensemble du territoire national) ont donné lieu à un « coup d'arrêt institutionnel » immédiat (par le comité de pilotage national de la co-traitance Etat Pôle Emploi en septembre 2010) des entrées en co-traitance sur tous les territoires dans lesquels l'objectif initial était atteint – et ce principalement en fonction de considérations budgétaires et financières. Pour notre structure, l'objectif initial de 318 ayant été atteint dès la fin du premier semestre 2010, les entrées en co-traitance se sont donc interrompues dès la fin du mois de septembre.

Ce positionnement institutionnel soulève une question de fond s'il devait perdurer (ce qui est le cas à ce jour pour 2011) car il mettrait en péril l'homogénéité et l'optimisation du suivi des jeunes demandeurs d'emploi sur le territoire.

En effet, la plupart des jeunes inscrits à Pôle Emploi relevant des champs de compétences de la Mission Locale continuent à y être accueillis qu'ils soient ou non orientés par les agences locales ; mais dès lors que leur nombre dépassera l'objectif « institutionnel » défini nationalement, ils feront l'objet d'un « double suivi » des deux structures tant qualitativement qu'administrativement (PPAE).

Entrées dans le dispositif par commune

Nb de jeunes co-traités
576 jeunes



b) Perspectives pour 2011

L'année 2011 se présentant sous les mêmes auspices, l'ensemble des 11 Missions Locales du Val-de-Marne ont donc adressé un courrier à Monsieur le Préfet du Val-de-Marne afin de l'alerter sur ce qui nous paraît être une régression dans le déploiement de l'offre de service et l'articulation des acteurs du service public de l'emploi en direction des publics du territoire.

5. Le parrainage vers l'emploi

a) Objectif du parrainage

Ce dispositif existe depuis plus de 10 ans à la Mission Locale: il s'agit de mettre en relation un jeune en recherche d'emploi avec un parrain qui l'aidera dans ses démarches. Le parrainage permettra d'identifier et de valoriser les qualités du jeune et ses compétences, de le soutenir et de l'écouter.

Le parrain peut également lui apporter une aide technique (CV, simulation d'entretien) ou encore lui faire bénéficier de contacts utiles avec son réseau personnel.

Ce dispositif est un outil supplémentaire, à la disposition des conseillers de la Mission Locale, pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes dans le sens où il offre une ouverture pour le parrainé sur le monde du travail.

b) Profil des parrains et des marraines 2010

Notre réseau est uniquement constitué de parrains en activité. Les parrains adhérents à cette opération sont issus pour l'essentiel de grands groupes du secteur industriel ou tertiaire ainsi que de grands établissements publics (SANOFI - AVENTIS, CREDIT MUTUEL, KYRIAD, NOVOTEL...).

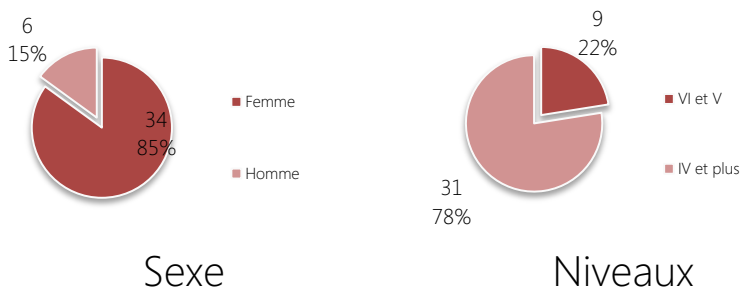
22 parrains ont été actifs en 2010. Au gré de l'évolution des carrières des uns et des autres, le « groupe » des parrains se renouvelle régulièrement et il est intéressant de noter qu'au fil de nos contacts avec des professionnels susceptibles d'être intéressés par un engagement de cette nature, nous devons être vigilants pour maintenir notre réseau. Cette année nous avons accueilli 8 nouvelles marraines issues de l'association Ailes pour Elles (il s'agit d'un réseau professionnel composé d'entrepreneuses, de salariées de divers secteurs qui se réunissent pour échanger, fédérer des compétences...).

c) Caractéristiques et devenir des jeunes parrainés 2010

40 jeunes ont bénéficié de ce parrainage en 2010. 28 d'entre eux ont trouvé une solution d'emploi, d'alternance ou de formation en cours d'année.

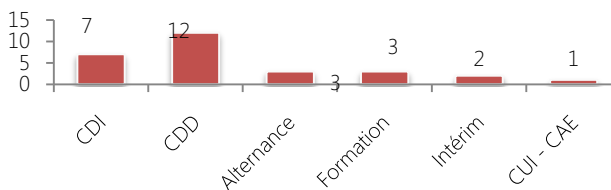
Entrées dans le programme

40 jeunes



Sorties du programme

28 jeunes



6. Le POP Parcours d'Orientation Professionnelle

a) Le dispositif

L'AIFP s'est engagée, en 2006, dans la mise en œuvre du dispositif « POP » dans le but de développer ses compétences en matière d'orientation et ses outils en termes d'aide à l'élaboration, à la validation d'un projet professionnel.

Le Parcours d'Orientation Professionnelle se décline en 2 versions ; le POP individuel réalisé par un centre de bilan agréé et qui est destiné aux jeunes ayant déjà une expérience professionnelle significative et le POP collectif qui a la configuration d'un atelier collectif de réflexion, d'échanges et d'apprentissage de la manière d'effectuer des choix professionnels.

b) Mise en œuvre / entrées dans le dispositif

Le POP est entré dans sa cinquième année d'exercice et fonctionne sur un rythme de 7 sessions sur l'ensemble de l'année. Le POP est animé par une équipe de 5 conseillers dans le cas du collectif et confié à un centre de bilan pour l'individuel. Sur 191 jeunes orientés, 107 ont participé aux ateliers individuels et collectifs. Au 01 juin 2011, 41 jeunes avaient validé positivement leurs démarches tandis que 17 jeunes étaient encore en parcours.

La Mission Locale gère en interne la session collective. Sur 110 jeunes orientés en POP collectif, 74 ont effectivement participé. 27 sont sortis du dispositif positivement tandis que 13 sont encore en parcours.

c) Quelques chiffres

Bilan du programme 2010 du dispositif POP

	POP collectif	POP individuel	Total
Nb de places conventionnées	30	30	60
Nb de jeunes entrés en POP	74	33	107
Nb de jeunes ayant réalisé un parcours complet	20	21	41

Répartition des jeunes accueillis en POP en fonction de leur âge

	POP collectif	POP individuel	Total	Pourcentage
16-17 ans	2	0	2	1,9%
18-21 ans	46	12	58	54,2%
22-25 ans	26	21	47	43,9%
Total	74	33	107	



d) Orientation vers le dispositif POP

Etat des orientations vers le dispositif par âge

	POP collectif	POP individuel	Total
16-17 ans	7	1	8
18-21 ans	83	23	106
22-25 ans	44	33	77
Total	134	57	191

Etat des orientations vers le dispositif par sexe

	POP collectif	POP individuel	Total
Femme	78	39	117
Homme	56	18	74
Total	134	57	191

Etat des orientations vers le dispositif par niveau

	POP collectif	POP individuel	Total
Niveau infra V	26	2	28
Niveau V	49	8	57
Niveau IV et +	59	47	106
Total	134	57	191

e) Etat des participations au dispositif POP

Jeunes ayant participé à un POP par âge

	POP collectif	POP individuel	Total
16-17 ans	2	0	2
18-21 ans	46	12	48
22-25 ans	26	21	57
Total	74	33	107

Jeunes ayant participé à un POP par sexe

	POP collectif	POP individuel	Total
Femme	44	23	67
Homme	30	10	40
Total	74	33	107

Jeunes ayant participé à un POP par niveau

	POP collectif	POP individuel	Total
Niveau infra V	13	0	13
Niveau V	25	3	28
Niveau IV et +	36	30	66
Total	148	16	107

Jeunes ayant participé à un POP

	POP collectif	POP individuel	Total
Abandon	44	8	52
En cours	13	4	17
Validé	20	21	41



Le logement

1. La Mission Locale et le logement

L'action du CLLAJ (Comité Local pour le Logement Autonome des jeunes) s'est traduite en 2009 par un accueil de 558 jeunes ou 457 ménages ainsi que par l'accompagnement social de 70 familles entrant sur des dispositifs intermédiaires et de 31 familles dans le cadre du Fonds de Solidarité Habitat.

Pour rappel, le CLLAJ, composé d'une équipe de cinq personnes, assure les missions suivantes :

- Accueil, information, orientation en direction d'un public âgé de 18 à 30 ans.
- Prospection et accompagnement vers l'accès au logement autonome.
- Accompagnement social lié au logement dans le cadre des dispositifs suivants :

Dispositif Relais jeunes

34 chambres situées à Ivry sur Seine, Champigny-sur-Marne et Bonneuil-sur-Marne.

Résidence Sociale « Le Stendhal »

22 chambres situées à Créteil.

F.S.H. (Fonds de Solidarité Habitat)

agrément pour le suivi de 13 mesures à l'échelle du département du Val de Marne.

Le nombre de solutions trouvées sur l'accès en logement autonome baisse sensiblement : 78 pour 89 en 2009. Les entrées sur dispositifs intermédiaires diminuent elles aussi 62 en 2010 pour 73 en 2009 soit -13%.

2. Le CLLAJ, dispositifs et partenaires

* CLLAJ

Objectifs

Accueil, information, orientation, relogement du public 18-30ans.

Nombre de jeunes concernés

558 jeunes dont 89 Alfortvillais, 40 Bonneuillois, 386 Cristoliens, 43 Brévannais.

Partenaires

EDS, Clubs de Prévention, ALJT, Bailleurs, Service logement des collectivités Locales, Conseil Général, Préfecture, CCAS, CAF, Résidences sociales, ANAH, AMALLIA (collecteur 1%).

Observations

66,2% des publics qui s'inscrivent pour la première fois au CLLAJ (290 jeunes) sont en situation de précarité (hébergement chez un tiers, sans domicile, en foyers...). 66,5% d'entre eux sont orientés par les conseillers de la Mission Locale soit 193 jeunes. Sur l'ensemble des 558 jeunes suivis, seuls 32,2% sont en contrat à durée indéterminée temps plein. 50,5% des jeunes disposent de revenus inférieurs au SMIC. 92,5% des ménages vivent avec moins de 1500€ par mois soit + 11% par rapport à 2009 et +18,5% par rapport à 2008.

* Prospection & relogement

Objectifs

Développer l'offre de logement. Accompagner les familles dans leurs démarches administratives en amont et en aval de l'accès au logement. Recherche d'hébergements intermédiaires (type foyer de jeunes travailleurs).

Nombre de jeunes concernés

78 familles ont eu accès à un logement autonome. 62 familles ont bénéficié d'autres dispositifs. 16 familles sont allocataires de la CAF.

Partenaires

Bailleurs (SEMIC, LOGIAL, VALOPHIS,...), Partenaires associés (CHRS, Résidences sociales, tous types de foyers, services logement des villes, Agences immobilières), Préfecture, 1% logement, Bailleurs privés.

Observations

En 2010, 78 familles ont eu accès à un logement autonome dont 51 sur le parc social et 27 sur le parc privé. Il faut noter qu'en dehors du travail de prospection classique, la prospection (parc privé, Top Annonces, parc social sur le « direct »...) a concerné 43 logements mais seules 12 familles disposaient des critères de ressources suffisants pour y accéder.

* Dispositif Relais Jeunes

Objectifs

Accompagnement social lié au logement d'un public 18-25 ans.

34 chambres conventionnées.

Nombre de jeunes concernés

42 jeunes concernés (dont 8 nouveaux) pour 5 sorties en logement autonome, 2 sorties en résidence sociale, 2 retours dans la famille et 1 solution en cohabitation.

Partenaires

Foyer ADEF- Bonneuil- Adoma Champigny-sur-Marne, Association Parme - Ivry, Etat / Conseil Général, EDS, Clubs de Prévention, DRIHL.

Observations

Commission mensuelle de suivi des entrées et renouvellements. Suivi conjoint entre le conseiller logement chargé de l'accompagnement social et le conseiller généraliste de la Mission Locale.

* Dispositif Résidence sociale

Objectifs

Accompagnement social lié au logement pour 22 chambres conventionnées.

Nombre de jeunes concernés

32 familles concernées dont 6 familles monoparentales.

Partenaires

SEMIC, service logement de la ville de Créteil, EDS.

Observations

Suivi en lien avec l'équipe de la Résidence sociale Le Stendhal. On constate que 10 familles ont accédé à un logement autonome.

* Dispositif F.S.H

Objectifs

Accompagnement social lié au logement (accès et maintien dans les lieux).

Nombre de familles concernées

La typologie du public est la suivante : 6 célibataires, 1 couple, 10 couples avec enfant(s) et 14 familles monoparentales. 12 de ces familles suivies relèvent des communes de Créteil, Alfortville et Bonneuil-sur-Marne.

Partenaires

L'instruction de ces 31 dossiers a été réalisée par les EDS (20), les CCAS (2), les bailleurs (5), et le CLLAJ Plaine Centrale (4).

Observations

Au 31/12/2010, 17 familles sont encore suivies.

Le CLLAJ c'est

* 2 Conseillères logement

* 1 Conseillère chargée de l'accompagnement social dans le cadre du FSH (Fond de solidarité Habitat) et de la prospection auprès des bailleurs sociaux

* 2 Conseillers chargés de l'accompagnement social

3. Accueil généraliste dans le cadre du CLLAJ

a) Analyse du public accueilli (premiers accueils et suivis)

Plaine Centrale

107

183

290 jeunes primos

Jeunes venus pour la première fois en 2010

226

332

558 jeunes suivis

Jeunes venus au moins une fois en 2010

Alfortville

Bonneuil-sur-Marne

Créteil

Limeil-Brévannes



30

59

89 jeunes suivis



20

20

40 jeunes suivis



162

224

386 jeunes suivis

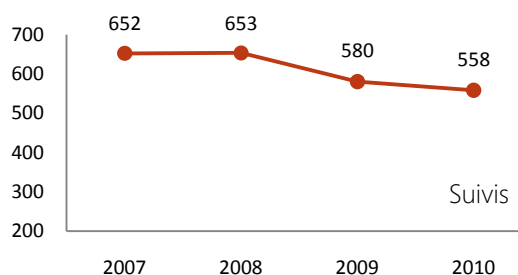
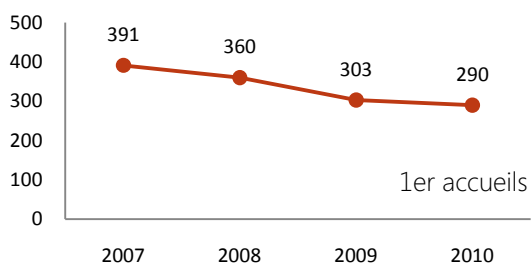


14

29

43 jeunes suivis

Nous observons une diminution du nombre de familles primo-accueillies (-4,3%) et des familles suivies (-3,8%). La Mission Locale reste la structure qui oriente massivement le public vers le CLLAJ.



Répartition par sexe

	Alfortville	Bonneuil-sur-Marne	Créteil	Limeil-Brévannes	Total
Femmes	59	20	224	29	332
Homme	30	20	162	14	226
Total	89	40	386	43	558

Répartition par tranche d'âge

	Alfortville	Bonneuil-sur-Marne	Créteil	Limeil-Brévannes	Total	%
18-21 ans	20	5	54	9	88	15,8%
22-25 ans	36	19	194	21	270	48,4%
>=26 ans	33	16	138	13	200	35,8%
Total	89	40	386	43	558	

Répartition par situation familiale

	Alfortville	Bonneuil-sur-Marne	Créteil	Limeil-Brévannes	Total	%
Célibataire	52	31	174	20	277	60,6%
Famille mono-parentale	10	5	56	9	80	17,5%
Couple sans enfant(s)	7	0	37	2	46	10,1%
Couple avec enfant(s)	6	2	37	5	50	10,9%
Cohabitation	0	0	4	0	4	0,9%
Total	75	38	308	36	457	

Répartition par niveau scolaire

	Alfortville	Bonneuil-sur-Marne	Créteil	Limeil-Brévannes	Total	%
Niveau III et +	8	7	53	5	73	13,1%
Niveau IV	22	6	97	8	133	23,8%
Niveau V	27	6	104	17	154	27,6%
Niveau VI et Vbis	32	21	132	13	198	35,5%
Total	89	40	386	43	558	

Répartition par ressources

	Alfortville	Bonneuil-sur-Marne	Créteil	Limeil-Brévannes	Total	%
0 > 500€	21	10	80	16	127	27,8%
500€ > 1000€	18	6	71	6	101	22,1%
1000€ > 1500 €	25	21	105	11	162	35,4%
1500€ > 2000€	4	1	34	1	40	8,7%
2000€ > 2500€	5	0	12	1	18	3,9%
2500€ > 3000€	2	0	4	1	7	1,5%
+ de 3000€	0	0	2	0	2	0,4%
Total	75	38	308	36	457	

Répartition par situation professionnelle

	Alfortville	Bonneuil-sur-Marne	Créteil	Limeil-Brévannes	Total	%
CDI, CDD, Intérim	51	29	218	24	322	57,7%
Alternance	8	1	11	1	21	3,8%
Contrats aidés	0	1	9	1	11	2,0%
Formation	4	1	12	2	19	3,4%
Dem. d'emploi inscrits	16	4	85	10	115	20,6%
Dem. d'emploi non inscrits	4	2	19	1	26	1,1%
Autres	6	2	32	4	44	7,9%
Total	89	40	386	43	558	

A noter

235 CDI
87 CDD ou Intérim

15 contrats de pro.
12 contrats d'app.

19 formations
financées par le Conseil
Régional

Orientation vers le CLLAJ

	Alfortville	Bonneuil-sur-Marne	Créteil	Limeil-Brévannes	Total	%
Mission Locale	43	15	118	17	193	66,5%
Amis	3	3	25	1	32	14,8%
Services sociaux	0	1	22	2	25	11,0%
Mairie	1	0	9	0	10	3,4%
ALJT	0	0	8	0	8	2,7%
Associations diverses	1	1	6	0	8	2,7%
Famille	2	0	3	1	6	2,1%
Pôle Emploi	1	0	3	0	4	1,4%
Presse, Médias	0	2	2	0	4	1,4%
Total	51	22	196	21	290	

Nous constatons cette année que d'un point de vue quantitatif, l'accueil du public primo accueilli et suivi connaît une nouvelle baisse (-4%). Les tendances sont les mêmes quant au profil des familles (communes d'origine, composition familiale, tranche d'âge...). Nous observons cependant une légère augmentation de la fréquentation du CLLAJ par les cristoliens (68% en 2010 – 60 % en 2009).

En 2010, 32,25 % des jeunes accueillis ont une situation professionnelle stable (C.D.I. temps plein). A contrario, 67,75% des jeunes accueillis n'ont pas de CDI temps plein (25,26 % sont en recherche d'emploi -indemnisés ou non-, 27,41% en emploi précaire, et 8,96% en formation).

Environ 5 % des personnes reçues sont en congé parental ou parent au foyer. Ce sont donc des personnes qui ne sont pas dans une dynamique de recherche d'emploi.

Ce type de situation nous amène à nous questionner sur les difficultés concernant les modes de garde des enfants, souvent évoquées par le public, et qui représenteraient des freins importants pour la recherche et l'accès à une activité professionnelle à temps plein. En effet les places en crèche sont difficiles à obtenir et les modes de garde alternatifs (assistante maternelle déclarée) représentent souvent des solutions coûteuses et donc non adaptées aux revenus du public.

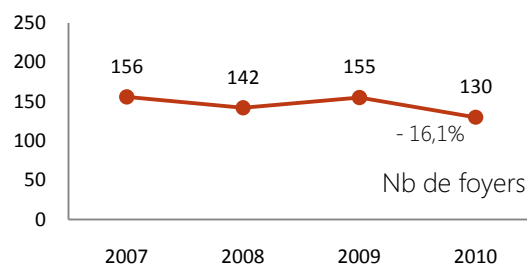
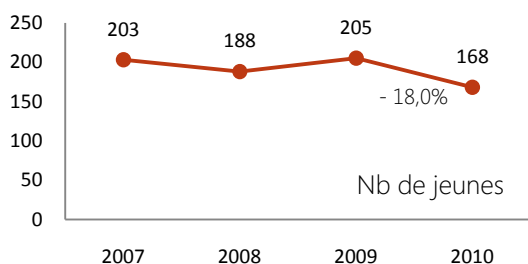
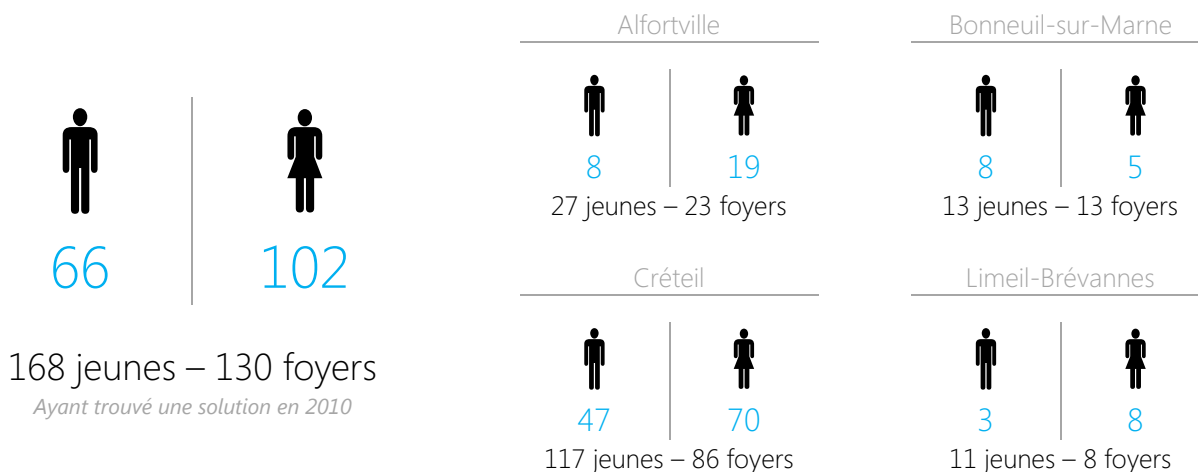
Pour les familles monoparentales, les difficultés sont plus importantes : le parent « unique » doit organiser sa recherche d'emploi, souvent sans mode de garde, alors même qu'il lui est demandé d'être en activité professionnelle pour obtenir une place en crèche.

Il est à noter que plus de 40 % des jeunes reçus au CLLAJ bénéficient de prestations versées par la CAF.

Il s'agit, pour la majorité, de prestations à titre familial, donc versées aux familles et de jeunes célibataires locataires (sur le parc privé généralement) bénéficiant de l'allocation logement.

4. Solutions trouvées

a) Analyse du public ayant bénéficié d'une solution



Répartition par sexe

Calcul en nombre de jeunes

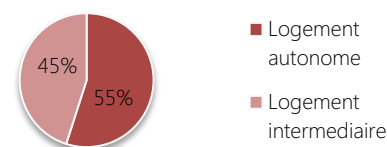
	Alfortville	Bonneuil-sur-Marne	Créteil	Limeil-Brévannes	Total
Femmes	19	5	70	8	102
Homme	8	8	47	3	66
Total	27	13	117	11	168

Total foyers	23	13	86	8	130
---------------------	-----------	-----------	-----------	----------	------------

Répartition par situation familiale

Calcul en nombre de foyers

Plaine Centrale VDM	Autonome	Intermédiaire	%
Célibataire	47	56	63,6%
Couple avec enfant(s)	18	6	14,8%
Couple sans enfant(s)*	16	2	11,1%
Famille monoparentale	7	9	9,9%
Cohabitation	1	0	0,6%
Total	89	73	



Répartition par tranche d'âge

Calcul en nombre de jeunes

	Alfortville	Bonneuil-sur-Marne	Créteil	Limeil-Brévannes	Total	%
18-21 ans	6	1	8	2	17	10,2%
22-25 ans	10	7	66	5	88	52,4%
>26 ans	11	5	43	4	63	37,5%
Total	27	13	117	11	168	

Répartition par niveau

Calcul en nombre de jeunes

	Alfortville	Bonneuil-sur-Marne	Créteil	Limeil-Brévannes	Total	%
Niveau III et +	3	3	17	1	24	14,3%
Niveau IV	7	3	28	3	41	24,4%
Niveau V	9	0	28	3	40	23,8%
Niveau VI et Vbis	8	7	44	4	59	35,1%
Total	27	13	117	11	168	

Répartition par situation professionnelle

Calcul en nombre de jeunes

	Alfortville	Bonneuil-sur-Marne	Créteil	Limeil-Brévannes	Total	%
CDI, CDD, Intérim...	19	10	77	7	113	67,3%
Alternance	4	1	3	0	8	4,8%
Contrats aidés	0	0	4	0	4	2,4%
Formation	2	0	1	1	4	2,4%
Dem. d'emploi inscrits	2	2	21	2	27	16,1%
Dem. d'emploi non inscrits	0	0	2	0	5	1,2%
Autres	0	0	9	1	10	5,9%
Total	27	13	117	11	168	

A noter

92 CDI

21 CDD ou Intérim

67,3% des personnes ayant trouvé une solution sont en CDI ou CDD (+intérim)

4 jeunes en formation

b) Typologie des solutions



logement autonome

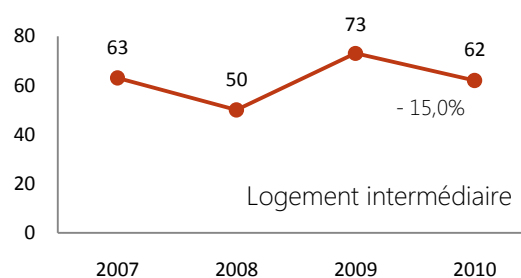
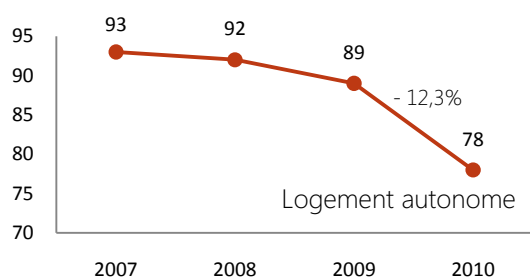
Alfortville	Bonneuil-sur-Marne	Créteil	Limeil-Brévannes
13	8	51	7
78 solutions			



logement intermédiaire

Alfortville	Bonneuil-sur-Marne	Créteil	Limeil-Brévannes
13	5	42	1
62 solutions			

140 solutions en 2010



Nombre de solutions

	Alfortville	Bonneuil-sur-Marne	Créteil	Limeil-Brévannes	Total	
Logement autonome	Log. Direct (Parc privé)	6	5	14	2	27
	Contingent 1%	1	0	10	0	11
	Contingent Mairie	0	2	7	2	11
	Contingent Préfecture	3	0	9	1	13
	Prospection Directe	3	1	11	1	16
	Total	13	8	51	6	78

Logement intermédiaire	AIO					
	CHRS	1	0	3	0	4
	FJT	6	2	12	0	20
	Résidence Stendhal	0	0	1	0	1
	Adoma	0	0	2	0	2
	Résidences sociales	1	2	3	1	7
	Résidence pour étudiants	0	0	1	0	1
	Sous-loc par associations	0	0	7	0	7
	Foyer ADEF	1	0	0	0	1
	Centre maternel	0	0	2	0	2
	Total AIO	9	4	31	1	45
	Dispositifs ML					
	Foyer ADEF Bonneuil	2	0	2	0	4
	Résidence Stendhal	0	1	7	0	8
	Studettes / Eliade	0	0	0	1	1
Adoma	1	0	2	0	3	
Résidence Massena	1	0	0	0	1	
Total Dispo ML	4	1	11	1	17	

	Alfortville	Bonneuil-sur-Marne	Créteil	Limeil-Brévannes	Total	%
Logement Autonome	13	8	51	6	78	55,7%
Logement Intermédiaire	13	5	42	2	62	44,3%
Total	26	13	93	8	140	

Calcul en nombre de solutions

L'accès au logement autonome

Les accès au logement autonome ont diminué, passant de 89 en 2009 à 78 solutions en 2010, soit une diminution de plus de 12%. En analysant les résultats des quatre dernières années nous pouvons constater qu'il y a eu une diminution progressive mais significative du nombre de relogements.

Nous pouvons l'expliquer par la précarisation des situations professionnelles et économiques du public, mais aussi par la mise en place de nouvelles dispositions législatives et de nouveaux dispositifs. En effet, ces derniers ont pour objectif de simplifier les procédures d'accès au logement et à l'hébergement, mais n'apportent pas quantitativement de nouvelles solutions. Ainsi, le décalage reste le même entre l'offre et la demande.

En ce qui concerne le parc privé, les offres de location proposées se situent principalement dans le Val de Marne ; il s'agit de logements de type chambre, studio, F2 avec des loyers de 500€ à 600€.

Quant au parc social, on enregistre 43 propositions de logement dont 23 F2 et 15 F3. Cependant, aucune famille ne présentait les critères requis pour accéder au parc « F3 » ; de plus la majorité de ces logements si situant en Seine St Denis, les familles sont amenées à refuser afin de ne pas s'éloigner de leurs lieux de travail.

Les solutions trouvées sur le « Direct », au nombre de 12 avec un loyer n'excédant pas 430€ ont pu satisfaire les demandes des familles. Ces logements se situent principalement à Vitry-sur-Seine, Orly, Choisy-le-Roi.

Le partenariat avec les réservataires est de plus en plus contraint ; En effet les collecteurs du 1 % patronal se sont vus contraints de livrer une partie de leurs réservations au profit des personnes reconnues prioritaires dans les commissions de médiation (loi DALO). Ceci limite l'accès au reste du public demandeur de logement et ayant déposé une demande dans le cadre du 1 % patronal.

Il en est de même pour les sociétés HLM en direct (logements non contingentés), qui ont, la plupart du temps, revendu leurs réservations aux collecteurs du 1% patronal ou qui sont « réquisitionnées » par la loi DALO.

L'accès au logement intermédiaire

En 2010 un certain nombre de structures d'hébergement se sont ouvertes. Le parcours résidentiel étant approximativement de deux ans (en lien avec le contrat d'hébergement), les sorties de ces structures, ouvertes en 2009, n'ont pas encore eu lieu. C'est pourquoi en 2010 on observe une diminution des solutions, ce qui présage de réelles perspectives de sortie pour 2011.

De plus la mise en place du dispositif SOLIBAIL a permis à 7 familles, suivies par le CLLAJ, d'accéder à une solution d'hébergement en appartement.

soixante-seize

Ce type de logement intermédiaire permet de répondre à de réels besoins pour les foyers avec enfants. En effet il n'existe que peu de structures sur le département pouvant accueillir ce type de public.

Sur un autre registre...

L'année 2010 a permis au CLLAJ de poursuivre son processus de formation à travers les programmes de l'ADIL (accès à la propriété, lutte contre l'habitat indigne), du CIDJ (surendettement des jeunes), de Justice et Ville (droits des étrangers), et du Centre des Finances Publiques (formation à destination des travailleurs sociaux / déclaration des revenus 2009).

La participation aux séminaires et colloques organisés par les partenaires du CLLAJ, et plus largement de la Mission Locale, a été importante en 2010.

En effet l'équipe s'est mobilisée autour de la journée pour le logement dans le Val de Marne (organisée par l'ADIL à l'initiative de la Préfecture du val de Marne), le séminaire de Justice et Ville autour de la lutte contre les discriminations, le Rapport annuel de la Fondation Abbé Pierre, le colloque sur les violences conjugales organisé par le CNAM de Paris.

D'autre part le CLLAJ a participé aux séminaires interdisciplinaires de Créteil Solidarité autour de la santé (en 2010 : les adolescents silencieux et habitat et santé mentale).

Le partenariat avec l'ALJT se maintient à travers les permanences en soirée tous les 2 mois sur le site de Créteil (information au public et présentation du CLLAJ), les rencontres régulières avec les équipes de Créteil et Villeneuve Saint Georges, sur sites, pour faire le point sur les candidatures et les jeunes résidents suivis par le CLLAJ et la participation en octobre 2010 au forum logement.

Cette année 2010 aura été marquée aussi par la mise en œuvre du projet de la Plateforme logement 94, projet porté par le Conseil Général du Val de Marne dans le cadre du fonds d'expérimentations pour la jeunesse, à laquelle le CLLAJ a été étroitement associé.

En effet le CLLAJ a contribué à l'élaboration du programme de formation des conseillers « Accueil Information Orientation Aide au Relogement » recrutés dans le cadre de l'expérimentation, tant sur le plan théorique (définition du contenu du programme et intervention auprès du public) que pratique (accueil des conseillers AIOA, immersion professionnelle au CLLAJ).

Le CLLAJ reste mobilisé jusqu'à la fin de l'expérimentation.



Portraits de jeunes

Comme chaque année nous vous proposons pour conclure quelques récits de parcours de jeunes suivis à la Mission Locale. Ces histoires singulières disent mieux que tout discours ou tableau statistique la réalité de notre activité et des jeunes qui s'adressent à nous. Il y est question de temps, de doutes, de décalages, d'échecs...mais aussi de patience, d'opiniâtreté, d'espoir, et finalement de réussites.

Nous ne saurions trop vous conseiller de prendre quelques instants pour les parcourir. Vous ne le regretterez pas et en apprendrez beaucoup plus que dans les 70 pages précédentes...

* Monsieur A, 23 ans

Monsieur A, âgé de 23 ans est arrivé en France en provenance de Somalie avec le statut de réfugié politique le 21 juillet 2009.

Accueilli dans un premier temps dans le foyer d'hébergement de France Terre d'Asile à Créteil, cet organisme l'oriente et le renseigne sur la Mission locale afin de trouver une formation pour apprendre le Français.

Reçu la première fois à la Mission Locale le 23 février 2010 : Les échanges se font en « baragouinant » à l'aide de quelques mots en Anglais! Mais Monsieur A sait se faire comprendre. Il vient avec un dossier où sont consciencieusement rangés tous les documents dont il peut avoir besoin. Il nous les montre: il a un nombre impressionnant d'amendes de la SNCF et de la RATP car primo-arrivant et ne parlant pas le Français il n'a pas tout de suite su et pu se renseigner sur les prix et modalités d'utilisation des différents modes de transport:

Nous l'aidons à faire des courriers aux organismes qui pourraient peut-être l'exempter de payer ces amendes en expliquant sa situation. Les recours fonctionnent et il n'a plus de poursuites en cours actuellement.

Monsieur A s'est inscrit au Pôle emploi dès le 21 août 2009 et peut ainsi bénéficier de l'ATA (Allocation Temporaire d'Attente) allouée aux demandeurs d'asile : le montant de l'allocation de 330 euros par mois est bien modeste au vu de tous ses besoins !.....Il n'a rien : pas de vêtements, pas d'objets personnels...mais un moral d'acier et le sourire...

Son histoire personnelle est jalonnée de traumatismes importants : une partie de sa famille a été exterminée sous ses yeux en Somalie ; Ses enfants et sa femme sont restés là-bas, il n'a plus de nouvelles depuis longtemps et semble anxieux mais ne se plaint jamais et reste souriant et optimiste.

Au début du mois de février 2010 il a eu un rendez-vous avec le comité médical pour les exilés (le COMEDE) situé au Kremlin- Bicêtre. Un bilan médical a révélé un problème cardiaque sérieux dont il n'avait pas conscience. Il pensait depuis des années que son essoufflement après un effort était « normal » compte-tenu de ses conditions de vie dans son pays d'origine.

Nous l'orientons vers l'OFII à Créteil où il obtient un rendez-vous le 18 novembre 2010 pour une journée de formation civique obligatoire préalable à l'obtention d'un premier titre de séjour.

Dès la réception de son titre officiel de réfugié, il doit quitter le foyer de France Terre d'Asile et rechercher un autre endroit où loger, il s'adresse à l'Espace Départemental des Solidarités de Créteil qui lui propose d'appeler le « 115 » et en parle également à la Mission Locale.

Concernant la formation nous l'inscrivons en stage de mobilisation « Français Langue Etrangère » où il est accepté.

Afin qu'il puisse subvenir à ses besoins les plus essentiels nous demandons des aides financières dans le cadre du Fonds d'aide aux jeunes du Conseil Général mais aussi du Fonds d'aide: des chèques-service et autres aides à la subsistance lui sont délivrés entre mars et juin 2010.

Tout le déroulement de sa formation est un succès : il progresse très bien en Français et les rapports de stage en entreprise sont très positifs. Par l'intermédiaire de la Mission Locale il trouve au mois de mai 2010 une place en foyer à Cachan à la « Résidence des Coteaux » (foyer AFTAM).

Sa formation se termine en Janvier 2011 et il est embauché ensuite en contrat aidé (CAE) à raison de 124 h/mois à la Friperie Solidaire d'EMMAUS à Maisons-Alfort. Sa référente sociale à EMMAUS qui souhaite si possible qu'il se rapproche de son lieu de travail évoque avec nous la possibilité de proposer sa candidature dans le cadre du dispositif « relais jeunes ».

Enfin, après concertation avec l'ensemble des partenaires et en fonction de son profil, il est convenu qu'il est préférable pour Monsieur Abdul de rester au foyer de Cachan dans lequel l'encadrement « socio-éducatif » paraît mieux adapté à sa situation encore fragile.

A suivre donc...

* Monsieur M, 22 ans

Monsieur M, 20 ans, est arrivé à Bonneuil-sur-Marne en novembre 2009. Il est hébergé chez son cousin.

Dès son premier rendez-vous, le 8 janvier 2010, il dit sa motivation à se former mais sans formuler d'orientation précise. Nous lui proposons alors de participer à l'opération « Permis-Sport-Emploi » qui inclut un parcours de formation et de mobilisation professionnelle en alternance avec des cours de code de la route et de conduite dans le cadre du Dispositif Régional d'Insertion Avenir Jeune. Ce parcours doit durer 6 mois et Monsieur M intègre l'association Biorythme de Choisy-le-Roi.

Il se montre motivé et a conscience de l'opportunité qu'offre cette action.

En attendant que la rémunération se mette en place et afin qu'il obtienne un souffle financier, Monsieur M, signe un contrat CIVIS.

Parallèlement nous avons recours au Fonds d'Aide aux Jeunes du Conseil Général par lequel il se voit attribuer un aide d'urgence alimentaire de 115€ en chèques-service, ce qui lui permettra de faire des courses en vue de ses repas du midi.

Toutefois, les projets de Monsieur M restent fragiles : Le 7 mars il se retrouve à nouveau en rupture d'hébergement suite à des conflits avec la femme de son cousin. Cette situation précaire pourrait mettre en péril son implication dans le dispositif Permis-Sport-Emploi.

Aussi nous sollicitons l'association Bonneuil Logement Jeune (BLJ) afin que Monsieur M, au regard de ses maigres revenus, puisse bénéficier d'une chambre dans le cadre de l'Aide au Logement Temporaire : notre demande d'attribution est acceptée et la signature tripartite du bail (Mission Locale, BLJ, Monsieur M) a lieu le 26 mars.

Cette autonomie lui permet de continuer à s'investir pleinement dans son parcours d'insertion.

En mai et juin il effectue ses stages à Lorient et à Toulon ; il s'oriente vers le projet d'électricien et réussit les tests de sélection de la Marine Nationale.

A la fin du parcours de mobilisation, en juillet, il obtient son « code de la route ». Il doit commencer en septembre un contrat de professionnalisation d'un an avec la Marine Nationale qui sera suivi d'un contrat de 4 ans renouvelable.

Il lui reste à effectuer la Journée Défense et Citoyenneté (JDC), anciennement Journée d'Appel de Préparation à la Défense (JAPD). Après inscription auprès des services de la Mairie cette journée aura lieu le 4 octobre ce qui va repousser le démarrage du contrat de professionnalisation à janvier 2011.

Durant ce laps de temps (août à décembre), Monsieur M souhaite travailler : nous lui conseillons de participer aux ateliers recherche emploi proposés par la Mission Locale: il répondra à plusieurs offres ce qui lui permettra de signer quelques contrats de courte durée de manutentionnaire.

En novembre 2010, il obtient son permis de conduire. Dans la foulée, la Marine Nationale le convoque pour le 17 janvier à Toulon. Il rendra sa chambre à Bonneuil Logement Jeunes le 16 janvier.

A l'heure où le projet de CIVIS « rénové » met l'accent sur l'accès à l'emploi durable en un délai très court (6 mois), le parcours de Monsieur M vient nous rappeler que la motivation et le sérieux ne sont rien sans une palette d'outils « d'insertion » riche et diversifiée (Aides ponctuelles, dispositifs d'hébergement adaptés...).

* Madame TK, 25 ans

Mme TK est originaire du Mali, où elle s'est mariée en 2004.

Elle est ensuite arrivée en France en 2005 dans le cadre d'un regroupement familial rejoindre son mari.

Le couple a dans un 1er temps vécu à Nogent sur Marne, puis le mari de Mme TK a acheté un logement à Créteil en 2008. C'est à cette période que Mme TK a sollicité la Mission Locale afin de l'aider dans ses recherches d'emploi. Elle avait auparavant été suivie par la Mission Locale du Perreux.

A l'occasion du 1er entretien, l'évaluation fait apparaître la nécessité de poursuivre la formation linguistique déjà préconisée par nos collègues, compte tenu du faible niveau en français de Mme.

A cette période Mme TK évoque déjà avec son conseiller des problèmes de couple récurrents, et décrit des violences conjugales qu'elle se dit être dans l'incapacité de continuer à supporter. Elle dépose de multiples mains courantes auprès du commissariat. Elle est orientée vers une association spécialisée pour la soutenir.

A la suite d'un énième épisode de violence, Mme quitte alors le domicile du couple et part chez une de ses cousines à Alfortville. Elle n'a pas de revenus.

Sont alors initiées avec Mme des candidatures en structure d'hébergement.

Mme TK obtient alors un rendez-vous de présentation dans un CHRS du Val de Marne, et le foyer est en mesure de lui faire une proposition d'admission rapidement.

Cependant, à la suite de pressions familiales, Mme TK refuse cette offre et retourne vivre avec son mari à Créteil, pensant que la situation va s'améliorer.

Parallèlement, le suivi se poursuit sur la recherche d'emploi. Mme TK n'a pas de revenus, et elle doit travailler pour être autonome financièrement et ne pas dépendre de son mari. En effet, Mme TK a pris sa décision, elle va quitter son conjoint.

S'enchainent alors des missions d'intérim d'insertion dans des entreprises de restaurations collectives, puis régulièrement des vacations de femme de chambre dans des hôtels. Mme TK a une santé fragile, elle nous fait part de la pénibilité de son poste et souhaiterait effectuer une formation. Ses vacations s'arrêtent, et Mme TK s'inscrit au Pôle emploi. Elle fait une demande d'allocation retour à l'emploi. Elle est alors en attente de revenus.

Concernant sa situation familiale, Mme TK vit toujours avec son mari.

En août 2010, elle apprend par sa famille restée au pays que Mr s'est marié avec une seconde épouse, et que cette dernière va venir en France. Mme décide dès lors d'engager une procédure de divorce et constitue une demande d'aide juridictionnelle. Mr est parti vivre chez ses parents, et Mme reste dans le logement de Mr.

Cependant, même avec la distance, elle est toujours victime de harcèlement de la part de Mr et s'est à nouveau trouvée en rupture d'hébergement, Mr ayant fait changer les serrures du logement dans la journée pendant les absences de Mme. Elle a alors été contrainte de trouver des solutions de dépannage en urgence.

Début 2011, ses droits au chômage sont calculés, elle bénéficiera de 690€ par mois.

C'est donc à cette période, en janvier 2011 qu'elle prend contact avec le CLLAJ.

Nous avons recommencé les demandes en foyer. Mme a été reçue en entretien par un foyer sur Villiers, sa candidature a été retenue sous réserve de libération d'une place. Dans le même temps, nous avons présenté à Mme TK le dispositif Logement Relais Jeunes de la Mission Locale. Mme était intéressée par le cadre proposé (hébergement et accompagnement social lié au logement).

Nous l'avons donc inscrite sur la liste d'attente.

Malgré plusieurs relances sur les foyers, les recherches d'hébergement sont restées vaines.

En mars 2011, un logement se libère sur notre dispositif. La candidature de Mme est retenue et validée par la CLUJ (Commission pour le Logement d'Urgence des Jeunes).

En avril 2011, elle emménage dans le studio qui lui est proposé, lui offrant ainsi un minimum d'autonomie, tout en bénéficiant d'un cadre sécurisant dont elle a besoin pour faire évoluer sa situation. Elle se saisit efficacement de l'accompagnement lié au logement. Elle a pu se poser et reprendre confiance en elle pour repartir sur de nouveaux horizons : elle vient de débiter une formation, d'avril à décembre 2011, pour continuer à améliorer son français et l'aider à redéfinir son projet professionnel.

Les démarches liées au divorce sont toujours en cours, Mme TK attend la réponse de la commission pour l'examen de sa demande d'aide juridictionnelle.